

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 4 fr.

PÓŁROCZNIE..... 8 fr.

ROCZNIE..... 15 fr.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 18 fr.

TELEFON:

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 4 fr.

SIX MOIS..... 8 fr.

UN AN..... 15 fr.

Etranger:

UN AN..... 18 fr.

TÉLÉPHONE:

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

Montmorency

Pour les Français, Montmorency est un modeste chef-lieu de canton réputé pour ses cerises et ses dentelles. Parmi les curiosités du pays, on note une petite maison qui fut un certain temps habitée par J.-J. Rousseau et ensuite par Grétry. Et c'est tout !

Mais pour les Polonais, que de souvenirs n'évoque pas ce petit coin de Seine-et-Oise ! Il est pour eux l'image vivante de cette terre de France, si riante et si hospitalière, où vinrent jadis se réfugier les premiers émigrés polonais.

Une sympathie, dont il est difficile de déterminer les origines, s'établit tout de suite entre la population locale et les nouveaux venus. La fraternité des armes, la communauté d'aspirations, de sentiments et d'élans généreux avaient créé des liens que la bonté innée du peuple français, sensible à tous les malheurs et à toutes les infortunes ne fit que resserrer.

Protégés par les lois, aimés de leurs nouveaux concitoyens, les Polonais laissaient doucement se cicatriser leurs plaies et dans leurs cœurs qu'étreignait encore la douleur poignante de la défaite naissait petit à petit une lueur d'espoir, revivait la foi en un avenir meilleur.

Deux grands patriotes polonais, le général Kniaziewicz et l'éminent homme d'Etat Julien Ursyn Niemcewicz vinrent après l'insurrection polonaise de 1830 s'établir à Montmorency.

Si le nom de Niemcewicz est connu plus particulièrement en Pologne, où il fut un des principaux artisans de la célèbre Constitution du 3 mai 1791, celui de Kniaziewicz, en dehors du rôle important qu'il joua dans les événements qui se déroulèrent en Pologne depuis l'insurrection de Kosciuszko jusqu'à la prise de Varsovie, est lié à des faits notoires dans l'histoire de la France.

C'est Kniaziewicz qui un des premiers vint offrir ses services au général Dombrowski, alors que ce dernier procédait en Lombardie à la constitution des légions polonaises qui, avec l'autorisation du Directoire, devaient entrer au service de la République Cisalpine.

Ces légions, au moment de la paix de Campo-Formio, comptaient déjà 7.000 hommes. On forma deux légions dont la première fut placée sous le commandement du général Kniaziewicz. Elle prit part à toutes les opérations les plus remarquables de l'armée d'Italie. Le 3 mai 1798, elle entra à Rome et occupait le Capitole.

Puis, la République Romaine une fois constituée, Kniaziewicz prit part à la tête de sa légion à l'expédition de Naples. Il s'y distingua brillamment. Tenant à souligner les services qu'avait rendus la légion polonaise, Championnet charge Kniaziewicz de porter à Paris les drapeaux pris

sur l'ennemi. Le 8 mai 1798 avait lieu leur remise solennelle au Directoire.

Après le 18 brumaire, la loi qui interdisait aux étrangers de servir dans l'armée française ayant été abrogée, le général Kniaziewicz fut autorisé à former en France de nouvelles légions. Une d'elles fut la célèbre légion du Danube qui prit part à une série d'expéditions sous le Consulat.

Il faudrait tout un livre pour célébrer les exploits des vaillants légionnaires polonais et énumérer les services qu'ils rendirent à la France sous l'Empire. Ce n'est pas d'ailleurs le but du présent article. Je voulais tout simplement évoquer en quelques mots le souvenir du général Kniaziewicz, de ce vaillant champion de l'Indépendance polonaise, de cet héroïque soldat de la première République, qui scella de son sang le pacte éternel, pacte de cœur et de fraternité conclu entre la France et la Pologne.

Lorsqu'ayant vu ses espérances s'évanouir, impuissant de sauver son pays de la défaite, il vint s'établir à Montmorency, il trouva dans ce coin enchanté le repos et la tranquillité dont avait tellement besoin son cœur brisé par tant d'émotions. Tous les deux avec Niemcewicz, ils furent sur les riants coteaux de cette charmante localité l'image vivante des malheurs de la Pologne. Ils surent la faire aimer et respecter.

Hospitalière jusqu'au bout, la terre de France ouvrit ses entrailles pour offrir le repos éternel à ces deux nobles figures du récent passé de la Pologne. Une rangée de tombes polonaises se groupent au cimetière de Montmorency autour de celles de Kniaziewicz et de Niemcewicz.

Dormez en paix, fidèles enfants de la grande patrie polonaise ! Vous avez accompli noblement votre devoir ! Les générations qui vous ont succédé, élevées dans l'esclavage, voient aujourd'hui se briser le joug qui pesait sur leur patrie. L'aurore de la liberté pointe à l'horizon. Le principe de la Pologne Unifiée et Indépendante vient d'être proclamé à la face du monde entier.

Des accents d'allégresse se mêleront dimanche prochain aux prières que viendront dire sur vos tombes les fidèles du pèlerinage annuel à Montmorency. Que ces accents montent jusqu'aux sphères célestes où dans l'immense Infini planent vos esprits, vaillants défenseurs de la Patrie, martyrs de l'idée immortelle de son Indépendance. Unissez-vous à eux et confondez-vous dans un hymne puissant d'actions de grâces en l'honneur de la Justice immanente.

La sentence tant désirée, le verdict si longtemps attendu viennent d'être rendus. Ce n'est pas en vain que votre sang a coulé. Mêlé à celui de trois générations, il a forcé enfin la digue de l'indifférence, il a rappelé les peuples au sentiment réel de leurs responsabilités. Justice est faite ! Dormez en paix !

PAUL DE NIC.

NOS BRAVES

Rodzinski Miecislav-Casimir, volontaire polonais pour la durée de la guerre, sous-lieutenant, commandant le peloton de canons de 37, médaillé militaire avec trois palmes et quatre étoiles, vient d'être cité pour la huitième fois, à l'ordre du Régiment.

« Officier d'une valeur éprouvée. Pendant l'action du 25 avril 1917, a été chargé d'appuyer avec son peloton de canons de 37, la progression des unités d'attaque. A accompli sa mission avec une ardeur remarquable. Prenant le commandement direct de l'une de ses équipes, a réduit au silence des mitrailleuses et des F. M. ennemis en mettant en batterie sur des positions successives judicieusement choisies, à découvert et dans des zones violemment battues. A été contusionné plusieurs fois. »

Arthur-Edmond-Ladislav Sekutowicz, fils d'un de nos très vaillants compatriotes combattant de 1863 et de 1871, vient d'être décoré de la Croix de la Légion d'Honneur :

« Sekutowicz (Arthur-Edmond-Ladislav), capitaine (réserve) au 2^e régiment d'artillerie de campagne : commande une batterie depuis près de deux ans avec énergie et autorité. A obtenu des résultats remarquables. »

Henri-Charles-Eugène Kisielnicki, capitaine au 3^e régiment d'artillerie lourde, ayant été l'objet de trois citations, vient d'être décoré de la Croix de la Légion d'honneur :

« Kisielnicki (Henri-Charles-Eugène), capitaine (réserve) au 3^e régiment d'artillerie lourde, 6^e groupe : officier des plus méritants, d'une bravoure et d'un sang-froid remarquables. Fait preuve dans le commandement de sa batterie, de connaissances professionnelles très développées. Une blessure. Trois citations. »

La Formation
de l'Armée Polonaise en Russie

Un meeting de soldats polonais servant dans l'armée russe a eu lieu récemment à Moscou. Cette réunion était organisée par le Conseil temporaire de l'Union Militaire Polonaise. Plus de mille soldats et officiers étaient présents. La « Gazeta Polska », journal polonais de Moscou, donne à ce sujet des détails intéressants.

La séance fut ouverte par le colonel Konocewicz. L'aspirant Bisping expliqua les buts et les charges des organisations militaires polonaises. Avant tout l'orateur pria l'assistance de se lever en l'honneur des camarades morts. Puis il s'écria : « Vive la Pologne libre, unie et indépendante » et « Vive la Russie libérée » ! Les assistants répétèrent ce cri avec enthousiasme. Voici comment l'orateur comprend les buts de l'U. M. P. :

1^o L'organisation doit veiller à ce que tous les Polonais gardent leur nationalité et retournent tous en Pologne sans avoir rien perdu de leur conscience nationale.

2^o L'union doit propager la solidarité de ses membres avec l'obligation de se rendre des services mutuels.

3^o Les membres de l'Union ont le devoir d'informer et d'éclairer leurs compatriotes, et de les engager à s'inscrire sur les listes de l'organisation. L'Union ne fera point de politique et ne publiera aucun appel. Il n'y a qu'un mot d'ordre pour un Polonais-soldat : c'est la réalisation de l'indépendance polonaise.

L'Union fait la force, donc il faut organiser les grandes masses de soldats polonais. C'est à cet

effet qu'on a convoqué le premier meeting de propagande. Dans quelques jours seulement aura lieu le meeting d'organisation où les délégués de tous les détachements de la garnison de Moscou constitueront l'Union et éliront un Conseil d'Administration définitif.

Ensuite, l'aspirant Zaremski fut élu président du meeting, le soldat Giarkowski, vice-président, et l'aspirant Milkowski, secrétaire. Le président Zaremski constata que l'appel du Conseil temporaire avait trouvé un grand écho dans les milieux militaires polonais. La salle bondée d'assistants en était la preuve. Zaremski confirma les déclarations de l'aspirant Bisping et pria ensuite tout le monde d'exposer ses idées, tout en maintenant l'ordre et en respectant la liberté de la parole. Quelqu'un ayant demandé si la nouvelle organisation serait une union professionnelle ayant pour but les secours mutuels, ou bien si elle serait une société d'instruction, le président répondit que c'était l'assemblée qui préciserait le véritable caractère de l'Union Militaire Polonaise.

L'aspirant Kowalewski déclare que les militaires polonais de Kolomno (gouv. de Moscou) ont fondé un cercle patriotique et qu'ils l'ont délégué pour ce meeting afin de nouer des relations avec la nouvelle organisation. L'orateur exprime l'espoir que de pareils cercles seront créés partout où il y a un groupe de soldats polonais, et que Moscou sera le siège central de ces institutions.

Le soldat Karwowski, délégué de 200 soldats qui travaillent dans une usine de Moscou, annonce qu'eux aussi se sont organisés afin de s'instruire mutuellement. « L'instruction avant tout et pas de luttes de partis » — s'écrie l'orateur. Le sergent-major Duszczyk de Kazań, où il y a 6.000 Polonais, annonce à son tour qu'il s'est fondé dans cette ville une Union polonaise d'ouvriers et de soldats. Le commandant de la région de Kazań a adhéré à la formation de compagnies purement polonaises. Les Polonais ont accueilli avec joie cette faveur dans l'espoir qu'elle est le prélude de la formation d'une armée polonaise homogène. Cette armée nous est indispensable, et c'est seulement en nous appuyant sur une force armée nationale que nous pourrions reconquérir l'indépendance de la Pologne.

L'aspirant Gologórski, récemment arrivé du front, exprime le même vœu; il adjure ses compatriotes de donner l'exemple en respectant la discipline militaire. Le soldat Wasilewski fait la comparaison suivante : la Pologne est aujourd'hui au mont-de-piété; le gouvernement russe nous a donné la reconnaissance mais c'est à nous de racheter le pays et sa liberté.

L'élève de l'Ecole des aspirants, Orłowski, dit que nous devons prouver par nos actes que nous sommes dignes de l'indépendance. Il nous faut une armée nationale, forte et disciplinée; il le faut pour le bonheur de notre Mère-Patrie.

Sur cette question de la création d'une armée nationale polonaise de tous les Polonais servant dans l'armée russe, une vive discussion a eu lieu. Quelques orateurs déclarèrent qu'il faut attendre une décision du Conseil d'Etat à Varsovie pour éviter une lutte fratricide. D'autres contestent la compétence du Conseil d'Etat. Nos uniques ennemis — disent-ils — c'est l'Allemagne et l'Autriche, qui sont en ce moment maîtresses de nos territoires. Il faut donc lutter contre ces ennemis pour les chasser de chez nous.

Le discours du sous-lieutenant Trygar, délégué de la division des tirailleurs polonais (autrefois dit les légions), venu d'Amérique pour combattre contre les Allemands, a fait une grande impression. L'orateur a déclaré que les Polonais, engagés volontaires ne combattent que pour un idéal : la conquête de l'indépendance de la Pologne. Beaucoup d'autres orateurs ont exprimé des pensées analogues. Le soldat Sikorski, invalide de la guerre, blessé deux fois et menacé de phthisie, déclara que si l'on formait une armée polonaise il s'engagerait dans ses rangs et mourrait avec la douce joie de se présenter devant Dieu en uniforme de soldat polonais.

Enfin le capitaine Dunin-Wolski, officier de carrière, protesta contre l'assertion que les officiers polonais servant dans l'armée russe pussent oublier leurs origines. Au contraire, tous iront avec joie au combat pour reconquérir leur Patrie sur les Allemands. Le capitaine croit que même le Conseil d'Etat est de cet avis, et lorsqu'une armée polonaise sera formée de ce côté-ci, les Polonais de là-bas n'attendront qu'une occasion pour se joindre à nous.

Quelques orateurs demandent qu'on vote un ordre du jour invitant tous les Polonais

de l'armée russe à s'engager dans les légions polonaises (divisions de tirailleurs), mais le président déclare que l'U. M. P. peut seule prendre cette initiative. On vota cependant la résolution suivante :

« Le meeting d'organisation de l'Union Militaire Polonaise salue solennellement la Grande Révolution Russe, laquelle a proclamé en pleine guerre le principe de la liberté et de la fraternité des peuples. Nous serrons la main fraternelle de ce grand peuple en voyant inscrit sur ses étendards notre mot insurrectionnel : « Pour votre liberté et pour la nôtre ».

« Reconnaissant que dans un moment historique d'une telle importance l'union est indispensable, nous demandons à tous nos frères de s'organiser en cercles et associations, et, en particulier, nous voudrions voir tous les Polonais de la garnison de Moscou adhérer à notre organisation. Que personne ne reste sourd à notre appel en se rappelant que l'union fait la force; que toutes les organisations militaires polonaises suivent des routes parallèles en travaillant pour le bien de tous les citoyens de notre Patrie redevenue libre, et qu'il est possible dans l'avenir le plus proche de convoquer un congrès général de toutes les organisations militaires polonaises en Russie. »

Vive la Pologne libre, unie et démocratique!
Vive la Russie libre et démocratique!

Vive l'Union Militaire Polonaise de la garnison de Moscou!

On voit qu'un grand souffle de patriotisme anime les Polonais de l'armée russe, ces Polonais qu'on accusait d'être indifférents ou antipatriotes. Ils veulent tous une armée nationale polonaise, une armée forte, bien disciplinée et pleine d'ardeur, qui, encore une fois, apprendra par son exemple à la jeune Russie comment on lutte et comment on meurt pour la liberté et l'indépendance de sa Patrie!

C. SMOGORZEWSKI

— Cimetière de Montmorency :

Nous rappelons à tous ceux qui prendront part au pèlerinage de demain les noms de quelques Polonais célèbres qui sont inhumés au cimetière de Montmorency.

Il y a six généraux :

Kniaiewicz, le prince François Giedroyc, Henri Dembiński, le comte Ladislas Zamoyski, le comte Louis Bystrzanowski et Félix Breanski.

Plusieurs de ces généraux ont lutté déjà sous Kosciuszko, fait toutes les campagnes de l'époque napoléonienne, pris part aux batailles de 1830-31 et fait la campagne de Hongrie en 1848.

Les officiers et soldats polonais sont très nombreux.

En voici quelques-uns :

Le Capitaine comte Jules Ostrowski, le Comte Charles Brzostowski, Charles Chobryński, Victor Oslawski, le Capitaine Jean Sawicki, le Colonel Denis Maslowski, Vincent Nieczuja-wierzbiński, Dr. Casimir Szwykowski, Jean Rayski, le Colonel Robert Sienkiewicz et beaucoup d'autres qui ont pris part aux insurrections nationales de 1831 et de 1863.

Il y a une dizaine d'écrivains et de poètes :

Julien Ursyn Niemcewicz, aide de camp de Kosciuszko; Sigismund Kaczkowski, romancier célèbre; Hippolyte Błotnicki, soldat et poète; Charles Sienkiewicz, historien; Cyprien Norwid, poète; Séverine Duchinska, Eustache Januszkiewicz, S. Jaxa-Chamiec, Wrotnowski, Stryjenski et Chodźko Alexandre.

Les artistes polonais sont au nombre de sept :

Sowinski Albert, Godebski Cyprien, Szermentowski Joseph, Michalski-Myrton Sigismund, Rycerski Alexandre, Niewiarowicz Ladislas et Oleszczynski Antoine.

Il y a aussi quelques hommes d'Etat :

Michel Hube; Stanislas Barzykowski, député et membre du Gouvernement National; Ladislas Orłowski; Adam Sienkiewicz, ambassadeur de France; Eugene Podkajski, consul de France.

Enfin on y trouve une grande quantité de caveaux de familles :

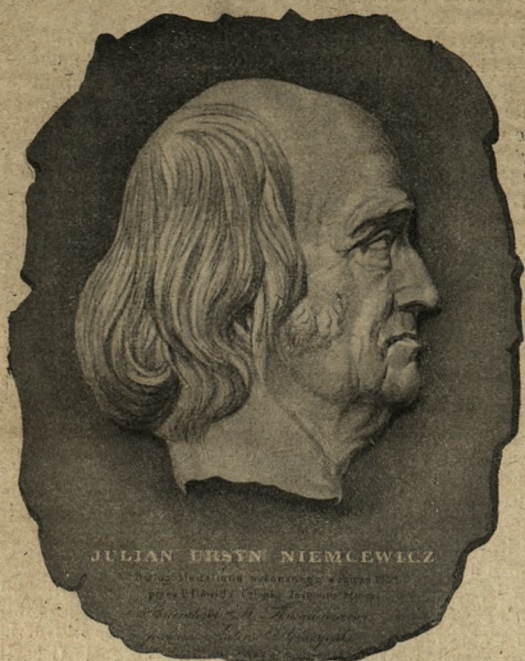
Mickiewicz (les cendres du grand poète, Adam Mickiewicz s'y trouvaient jusqu'au 28 juin 1890), Borch, Białopiotrowicz, Kottupajło, Giedroyc, Wielogłowski, Orłowski Alexandre, Gorecki, Sienkiewicz, Gasztowt, Zamoyski, Suzin, Krzyzanowski, Zukowski, Mirecki, Gorkowski, Kowitowski, Jurjewicz, Majewski, Zaleski, Babiński, Rustejko, Stodolkiewicz, Stepiński, Stadnicki, Tanski, Zbyszewski, Jesiotrzyński, M^{me} Dellina Potocka, M^{me} Klau-dja Potocka, Swiejkowski, Hordliczka, Brochocki, Rudnicki, Kozakiewicz, Ostrowski, Jelowicki, Dobrzycki, Stodolkiewicz, Skarbek, Siemaszko, Chwalibóg, Stryjenski, Strzembosz Ladislas, etc.

Un Ambassadeur polonais en France au XVII^e siècle

Dans la période d'Histoire que nous vivons actuellement et pendant laquelle la question de la Pologne va redevenir le plus important des problèmes de politique européenne, on verra bientôt sans doute à Paris de nombreux hommes d'Etat polonais qui auront mission d'exposer et de défendre les droits de leur Patrie. Aussi, à un tel moment, il me semble intéressant d'évoquer, dans le passé, la physionomie d'un autre ambassadeur polonais à la cour de Louis XIV, d'André Morsztyn, qui joua un rôle prépondérant dans les rapports de la France et de la Pologne au XVII^e siècle.

Le comte André Morsztyn, grand-trésorier de la Couronne avait d'abord été choisi en 1644 pour venir chercher à Paris la princesse Marie de Gonzague; il faisait partie du cortège magnifique que M^{me} de Motteville décrit dans ses mémoires. Profondément séduit alors par le prestige de la France, il entra dans le cercle intime de la nouvelle reine et il épousa même une de ses filles d'honneur, d'origine anglaise, mais tout à fait Française de culture et de goût : Catherine Gordon de Hunteley. Malgré toutes les hésitations et tous les changements de la politique de la reine, à travers toutes ses intrigues qui la jetaient de la France à l'Empire et de l'Empire à la France, Morsztyn ne varia jamais et il resta toujours un des membres les plus actifs du « parti français » en Pologne. Lorsque, en 1665, l'évêque de Béziers, Bonzi, fut envoyé auprès de Marie de Gonzague pour l'affaire de l'élection de Condé, ses « Instructions » lui recommandaient expressément « d'avoir la plus grande confiance dans le comte Morsztyn qui a donné de tous temps au roi de France des preuves de son attachement ». Cependant la reine chercha à faire naître des doutes dans l'esprit de Bonzi et à l'indisposer contre Morsztyn; on se trouve sans doute encore, en face d'un de ces changements de front ou d'une de ces ruses politiques si peu rares dans l'attitude de la reine que Lionne compare justement à Catherine de Médicis. Bonzi écrit à Louis XIV que la reine se méfie de Morsztyn « après l'avoir trop aimé ». Dans ce manque de mesure qui caractérise si bien l'Italienne imaginative et passionnée, n'y aurait-il pas le désir secret d'empêcher l'ambassadeur du roi de France de découvrir, grâce à Morsztyn qui en fut le confident, tous les mystères du double jeu dont Marie de Gonzague se rendit si souvent coupable? — Quoi qu'il en soit, l'évêque de Béziers se lia malgré tout avec Morsztyn, et, bien qu'au début, il dise à Louis XIV « qu'il ne lui confie rien de ce qui doit rester caché, et qu'il ne le flatte que pour le ménager », il arrive peu à peu à se rapprocher de lui assez intimement et à le tenir au courant de toutes ses intrigues. La France a d'autant plus besoin de Morsztyn dans cette « affaire de l'élection », que celui-ci n'a pas cessé de rester l'ami fidèle de Lubomirski, le plus grand seigneur révolté, qui s'oppose par les armes à la politique de l'ambassadeur et de la reine.

Après la guerre sans résultat que se firent Jean Casimir et Lubomirski, c'est Morsztyn qui est chargé par Bonzi de traiter avec « l'exgrand-maréchal » et de lui offrir toutes les compensations qui pourraient l'attirer dans le parti de la France. C'est toujours par l'entremise de Morsztyn que Lubomirski discute, accepte, puis enfin refuse brusquement les conditions du roi de France; pendant toutes ces négociations, Morsztyn se montre aussi dévoué à son ami que loyal à l'égard de l'ambassadeur. Au début de 1667, quand Bonzi voit que Louis XIV commence à se décourager devant les difficultés que présente « l'affaire de l'élection », il décide Jean Casimir à envoyer Morsztyn en mission secrète auprès du roi de France pour enlever à celui-ci ses dernières hésitations et pour fixer les dédommagements dus aux souverains polonais, dans le cas d'abdication. En passant, Morsztyn s'arrête en Silésie, chez Lubomirski exilé et il y est retenu par l'état de santé de l'ex grand-maréchal qui tombe frappé d'apoplexie pendant son séjour. C'est Morsztyn qui recueille les dernières volontés et le dernier soupir du magnat révolté et c'est lui qui écrit à Bonzi une lettre profondément émouvante dans laquelle il lui fait part du désir suprême exprimé par son ami de reposer en terre polonaise, à Częstochowa. Cette lettre, si elle

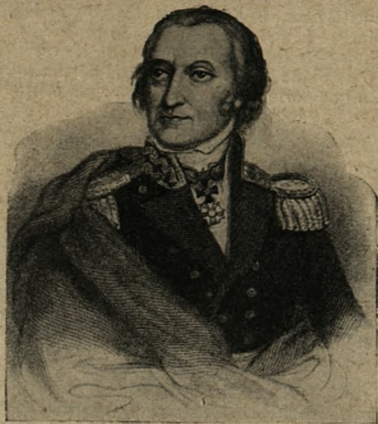


JULIEN-URSYN NIEMCEWICZ, *Homme d'État et écrivain polonais.*

Né en 1758 à Skoki en Lithuanie. Il accompagna le prince Adam Czartoryski dans ses voyages à l'étranger et c'est ainsi qu'il visita Leipzig, Vienne, l'Italie. En 1790, il fit jouer à Varsovie une pièce politique : *le Retour du nonce*, qui obtint un grand succès. Pendant la guerre contre la Russie en 1794, il fut aide de camp de Kościuszko; après sa défaite il fut interné à Pétersbourg. Rendu à la liberté par le tsar Paul I^{er}, il voyagea en Amérique et là il épousa une jeune veuve, M^{me} Livingston-Keane. Il retourna en Pologne lors de la création du duché de Varsovie en 1806, et devint secrétaire du Sénat et membre de la Commission d'Instruction Publique. Il fit jouer diverses pièces de théâtre et publia, en 1816, la première partie de ses *Chants historiques* qui lui valurent une grande popularité. On lui doit aussi des fables, des romans, une *Histoire de Sigismond III*, des *Mémoires*. Il dut émigrer après la révolution de 1831 et se réfugia en Angleterre d'abord, puis en France, où il mourut à Montmorency en 1841.



MONUMENT D'ADAM MICKIEWICZ
AU CIMETIÈRE DE MONTMORENCY.



KNIAZIEWICZ CHARLES, *Général polonais.*

Né près de Mitau en 1762, il était lieutenant en 1792, lorsque commença la guerre contre la Russie. Il prit une part brillante à l'insurrection de Kościuszko en 1794, et fut promu général de brigade après la levée du siège de Varsovie par les Russes. Fait prisonnier à la fatale journée de Maciejowice, il fut rendu à la liberté en 1796. Deux ans plus tard il entra dans les légions polonaises que Dombrowski organisait en Italie au profit de la France. Il se signala à Rome et à Naples sous les ordres du général Championnet. Il se fit aussi remarquer à Magliano, à Termi, fit capituler, par un coup d'audace, la place de Gaète, et fut envoyé à Paris pour porter au Directoire les drapeaux pris sur l'ennemi. En 1800, il se signala durant la campagne du Rhin. Mais, découragé de voir Bonaparte ne rien tenter pour sauver la Pologne, il donna sa démission en 1801 et se retira en Pologne. En 1812 cependant, il reprit les armes et se distingua à la Moskowa et à la Bérésina, où il fut grièvement blessé. Lors de l'insurrection de 1830-31, Kniaziewicz fut chargé d'affaires du gouvernement national à Paris. Il y est mort en 1842 et fut inhumé à Montmorency.



ALEXANDRE-EDMOND-BOREJKO CHODŹKO
Écrivain et savant polonais.

Il naquit en Lithuanie, à Krzywice en 1806. Il fit de brillantes études à l'université de Vilna et reçut le grade de bachelier en philosophie. Puis il fut envoyé à l'Ecole des langues orientales, récemment fondée à Pétersbourg. Ses études terminées, il fut nommé secrétaire-drogman à la légation de Russie en Perse, à Téhéran. Peu de temps après, il fut choisi comme consul dans la province de Ghilau, puis comme consul général. Ayant obtenu un congé du gouvernement russe, il passa les années 1840 à 1842 en Italie et en Angleterre, puis vint en 1843 à Paris, où il retrouva ses frères émigrés après l'insurrection de 1830-31, et son ami Adam Mickiewicz qu'il avait connu à Vilna. Le contact avec ses anciens compagnons et peut-être aussi avec la civilisation occidentale, l'amena à donner sa démission de consul. Fixé en France, il épousa en 1847 M^{lle} Hélène Jundriß. En 1857, on lui accorda, au Collège de France, la chaire de langues et littératures slaves. Il prit sa retraite en 1884 à l'âge de quatre-vingts ans. Il est mort le 19 décembre à Noisy-le Sec.



DEMBIŃSKI HENRI, *Général polonais.*

Né près de Cracovie en 1791. Il entra dans les légions polonaises qui servirent Napoléon, et se distingua à Smoleńsk, et à Leipzig en 1813. Rentré en Pologne après la chute de l'Empire, il se dévoua à la cause de son pays et joua un rôle actif lors des événements de 1830. Nommé général de division et gouverneur de Varsovie, il ne réalisa pas les espérances que sa bravoure et son dévouement avaient fait concevoir. Obligé de s'exiler, Dembiński passa en France; en 1833, on le trouve en Egypte, où il participe à l'organisation de l'armée de Méhémet-Ali; en 1849, il est à la tête de l'armée hongroise, et prend une large part au mouvement insurrectionnel dirigé par Kossuth, mais il perd la bataille de Temesvar, qui décide du sort de la révolution. Il se réfugia en Turquie avec Kossuth et rentra en France en 1850. On a de lui plusieurs ouvrages : *Mémoires sur la campagne de Lithuanie* (1832) ; *Coup d'œil sur les derniers événements de la révolution de la Pologne* (1837), etc.

Dembiński est mort à Paris en 1864.



MONUMENT DE KNIAZIEWICZ ET NIEMCEWICZ
DANS L'ÉGLISE DE SAINT-MARTIN A MONTMORENCY

nous permet de rendre justice au patriote méconnu que fut Lubomirski, fait aussi le plus grand honneur au cœur de Morsztyn, car la mort de Lubomirski, qui permet toutes les espérances au « parti français », n'est pour lui qu'une cause de douleurs et de regrets. Il continue donc son voyage, si tragiquement interrompu, et il passe en France les premiers mois de l'année 1667. Là, il a l'habileté de décider Louis XIV à prendre des mesures tout à fait énergiques en faveur de l'élection de Condé et, sous prétexte d'un secours accordé pour repousser les Turcs, d'envoyer en Pologne des troupes suffisantes pour mettre le Grand Condé sur le trône des Jagellons. Cette mission de Morsztyn prouve son tact diplomatique et elle aurait été décisive dans « l'affaire de l'élection », si la question de l'héritage espagnol et la conquête de la frontière du Rhin n'avaient pas imposé à Louis XIV des préoccupations qui lui ont paru « d'un avantage plus immédiat ». A son retour en Pologne, Morsztyn demeure toujours une sorte de représentant officieux du roi de France; il a un peu le même rôle que Fürstemberg, en Allemagne, et que tant d'autres, dont Louis XIV faisait les agents de la politique française à l'étranger. Lorsque Sobieski commence à servir les intérêts des Habsbourg, Morsztyn renseigne le grand Roi, et il n'a pas alors une très belle attitude, mais, malgré la pension que lui servait Louis XIV, il semble avoir toujours agi par conviction : plus fin, plus diplomate que Sobieski, il se rendait compte que le fait de repousser les Turcs pour les beaux yeux de l'Empereur était peut-être un geste héroïque, mais non un acte de bonne politique. En diplomatie, comme en amour, avec Léopold comme avec Marysienka, Sobieski, parce qu'il était bon et trop généreux, devait fatalement jouer un personnage de dupe. De plus, la France, plus lointaine, apparaissait à Morsztyn moins immédiatement dangereuse pour l'indépendance de la Pologne que les autres nations de proie qu'il enserraient, et les événements ont prouvé qu'il ne se trompait pas. Malheureusement, comme il arrive dans les époques troublées, lorsque le patriotisme est soumis à toutes les nuances du jugement individuel, certains hommes ont l'air de servir l'intérêt étranger et de trahir le pays quand ils ne font que suivre ce qu'ils croient être la meilleure politique nationale. C'est ce qu'on reprocha à Morsztyn, et, ne pouvant plus vivre en Pologne, il dut se réfugier en France, où il acheta, près de Paris, le village de Montrouge, et, en Champagne, la terre de Chateauvillain, qui avait été érigée en duché-pairie depuis 1650. Saint-Simon, dans ses mémoires, parle du fils de « Morstein », tué, en 1695, au siège de Namur, ainsi que « Maulévrier, fils aîné du lieutenant-général, et Vieuxbourg, gendre de Harlay, conseiller d'état, tous trois colonels d'infanterie et de grande espérance ». Le jeune Morstein, ajoute Saint-Simon, était fils du grand trésorier de Pologne qui avait été autrefois ambassadeur ici... ses grandes richesses séduisirent le duc de Chevreuse qui lui donna une de ses filles... ce jeune homme, s'il eût vécu, eût été un grand sujet en tous genres ». De quelque façon qu'on puisse juger le rôle politique de Morsztyn, il est difficile de ne pas s'émouvoir devant la destinée de celui qui sut acquiescer si royalement sa dette d'hospitalité, et qui fut ainsi le premier peut-être, mais non, hélas, le dernier des « fils d'émigrés » morts pour la France.

Mais Morsztyn ne se contenta pas seulement d'être un diplomate quelque peu « déraciné » et un duc et pair de la cour de Louis XIV, ce fut encore un poète charmant qui dédia à toutes les belles dames de la cour de Marie de Gonzague, des sonnets et des madrigaux à la manière de Voiture et qui se montra, en littérature, comme en politique, un fidèle du « parti français ». Comme Corneille, Molière et La Fontaine, il a traité le sujet de Psyché, et comme Corneille, il a composé un « Cid », dans lequel même, assurément, malgré sa mignardise habituelle, il a trop bien imité la « grossière rudesse » de l'auteur espagnol. La plupart de ses poésies légères ne se distinguent guère de toutes celles qu'on lisait alors dans les salons et dans les « ruelles »; il ne faut pas oublier que nous sommes bien loin, avec André Morsztyn, du grand souffle de poésie sublime que nous feront respirer plus tard les Romantiques polonais. Mais, malgré tout, Morsztyn, à ce point, parfois, grâce à sa race, quelque chose de plus naturel, de plus frais, de plus « senti », dans ces pièces de convention, que bien des auteurs français du temps.

Il me semble qu'il y a, dans ces vers que je vais citer, plus de vraie poésie que dans tous les sonnets à Uranie ou à Phyllis :

Blanc est le lait, le marbre, et le cygne et la perle,
Blanche est la neige aussi que nul pied n'a foulée,
Blanche est la fleur de lys fraîchement arrachée,
Mais plus blanc le visage et le cou de ma Belle...
Et plus que perle et neige et que cygne et que lys,
Blanches sont ses épaules...

Cette harmonie de blanc n'évoque-t-elle pas l'image célèbre d'André Chénier :

Sous votre aimable tête, un cou blanc, délicat,
Se plie, et de la neige effacerait l'éclat.

Ou bien encore ces vers de Henri Heine que Schumann a mis en musique :

Les roses, les lis, le soleil, les colombes, mon cœur les
[aimait... ils sont oubliés, je n'aime plus qu'elle...]
Je l'aime et je la trouve plus fraîche, plus douce, plus pure,
[plus belle...]

Tout cela n'est peut-être pas très profond, mais communique une impression de charme qui repose et qui pacifie l'âme sans cesse blessée par la vie et par la réalité. Ceux qui ont ainsi semé un peu de poussière de beauté sur les tristes chemins des hommes ont droit à un souvenir de reconnaissance et de sympathie. Morsztyn ne fut ni un grand poète, ni un grand politique, il y a, dans sa vie, quelque chose qui ressemble à une erreur ou à un échec... mais pourtant, dans son portrait peint par Rigaud, la lèvre intelligente et fine, le regard sombre, profond et pénétrant prouvent assez que le pays des « Sarmates » était capable d'offrir à la Cour du Grand Roi le type achevé d'un gentilhomme et d'un diplomate.

Anne Marie GASZTOWTT.

AGENCE POLONAISE CENTRALE A LAUSANNE

— Le postulat d'une Pologne unifiée et indépendante en Pologne prussienne

Dans la nuit du 14 au 15 avril a été clandestinement affiché sur les colonnes publiques et les murs des villes de la Pologne prussienne le manifeste du gouvernement provisoire russe en faveur de la Pologne unifiée et indépendante, manifeste qui correspond au programme politique de toute la population patriote du pays.

— Lwów (Lemberg) demande une Pologne entière unifiée, indépendante.

On lit dans le « Kuryer Lwowski » (Courrier de Lemberg) qu'à l'occasion de l'anniversaire de la Constitution du 3 mai, on a affiché sur les murs de la ville une proclamation dont voici les passages principaux :

« Aujourd'hui que nous célébrons l'anniversaire de la Constitution du 3 mai, alors que se lève l'étoile de l'indépendance de notre nation, proclamons hautement, virilement, énergiquement ce que nous voulons :

« Nous ne voulons pas que soient renouvelés les vains essais du Duché de Varsovie, du Royaume du Congrès.

« Nous voulons avoir une Pologne entière, forte, indépendante !

« Nous voulons y appartenir tous !

« Nous ne voulons être soumis qu'à un gouvernement polonais !

« Nous voulons notre propre armée !

« Nous voulons, fidèles à la tradition de la Grande Diète, élire nous-mêmes notre gouvernement stable et nous dicter nous-mêmes nos lois !

« Nous voulons décider de nous-mêmes !

« Nous voulons la Pologne unifiée et indépendante ! »

Dans le « Kuryer Lwowski » le mot « unifiée » a été supprimé par la censure autrichienne.

— L'opposition grandissante contre les Allemands dans le Royaume de Pologne.

Parmi les partis du Royaume de Pologne qui, contrairement au « Club politique des Partis », se sont placés sur le terrain de la proclamation austro-allemande du 5 novembre, et dont les membres sont entrés au Conseil d'Etat provisoire, s'est manifestée pendant ces derniers mois une opposition de plus en plus marquée contre les autorités d'occupation, en particulier contre les autorités allemandes. La tension s'est encore accrue depuis qu'a éclaté la Révolution en Russie et que le Gouvernement russe a publié sa proclamation en faveur de la Pologne unifiée et indépendante. C'est surtout dans les éléments de gauche du Con-

seil d'Etat provisoire que s'est produite la plus vive effervescence.

D'après l'organe socialiste « Naprzod » (En avant) de Cracovie, l'opinion radicale se rend bien compte que le passage progressif de l'autorité des mains des occupants à celles des Polonais n'a encore été aucunement effectué, que rien n'a été changé dans la manière d'être des autorités allemandes avec la population; que le Conseil d'Etat est impuissant dans tous les domaines, que le maintien de celui-ci sous sa forme et avec sa compétence actuelles, dans la situation où il se trouve jusqu'ici vis-à-vis des autorités d'occupation, ne peut absolument mener à rien. De là — dit le « Naprzod » — d'amères déceptions; de là des faits comme la rupture de l'Union des Partis démocratiques avec le Conseil d'Etat, comme le rappel de son représentant à ce conseil par le Parti socialiste polonais; de là l'opinion du Comité national central, organisation du brigadier des Légions Pilsudski, que « dans des conditions telles que celles d'aujourd'hui, lancer un appel aux enrôlements et fomenter un enthousiasme artificiel sont choses superflues ».

En présence de cette opposition le Conseil d'Etat provisoire a décidé de se transformer et de prendre une attitude énergique à l'égard des autorités d'occupation. Le Conseil désirerait que le nombre de ses membres fût doublé et que lui fût acquise la collaboration du Club politique des Partis, qui est l'expression de la majorité modérée du pays et qui jusqu'ici s'est tenu à l'écart du Conseil d'Etat. En s'appuyant sur cette force et à l'effet de se libérer le plus possible de la lourde tutelle étrangère, le Conseil voudrait demander aux autorités d'occupation de consentir à ce que fût établie une régence et que fût constitué un gouvernement polonais, composé de ministres, nommés par le Conseil d'Etat. Ce gouvernement détiendrait le pouvoir en Pologne, ce qui n'est pas le cas du Conseil d'Etat actuel qui en est totalement dénué, puisque ce sont les autorités d'occupation et, en particulier, le général von Beseler qui exercent ce pouvoir effectivement. La question de l'armée polonaise serait ajournée jusqu'après la constitution du gouvernement polonais.

Tel est le nouveau projet du Conseil d'Etat provisoire, projet que doit élaborer une commission. Il témoigne éloquemment des difficultés auxquelles se heurte ce Conseil d'Etat, tant à cause de la dureté des autorités d'occupation, d'une part, que, de l'autre, de l'énergique attitude politique prise par la majorité des citoyens du Royaume, représentés par le Club des partis, ainsi que de l'impression produite par la Révolution russe, surtout sur les sphères socialistes et radicales.

— Crise grave au sein des partis du Conseil d'Etat provisoire.

Comme on le sait, les éléments de gauche du Conseil d'Etat provisoire du Royaume de Pologne, notamment les socialistes et les radicaux, se sont livrés au cours des derniers mois, et tout particulièrement depuis qu'a éclaté la révolution russe, à une vive opposition contre les autorités d'occupation et contre le Conseil d'Etat même, à cause de l'impuissante passivité de ce dernier à l'égard des autorités, et surtout du général-gouverneur von Beseler. Maintenant la droite du Conseil, composée de membres du Parti national et de ses adhérents sans parti, vient de se solidariser avec la gauche et de passer également à l'opposition, de telle sorte que ne reste plus à observer une attitude relativement conciliante à l'égard des autorités que le centre du Conseil d'Etat dans lequel se trouvent les représentants d'un groupe insignifiant de germanophiles décidés et de l'austrophile Ligne de l'Etat polonais, dépourvue aussi d'influence sérieuse dans le pays.

Cette nouvelle constellation politique dans le sein du Conseil d'Etat provisoire s'est manifestée à l'assemblée du Conseil national, organe directeur du bloc de presque tous les partis qui sont représentés au Conseil d'Etat. A cette assemblée du Conseil national, dans les élections au Comité exécutif a échoué la liste de la Ligue de l'Etat polonais tandis que triomphait celle de la droite et de la gauche. L'assemblée a constaté l'infirmité de l'action du Conseil d'Etat, à cause de la compétence très limitée de celui-ci et des obstacles que lui suscitent les autorités d'occupation. Elle a déclaré que « seul un gouvernement issu de la nation elle-même et responsable devant elle peut satisfaire la volonté de cette nation ». On a voté en outre une résolution affirmant que « vu la situation internationale actuelle, dans laquelle se déroule la question polonaise, le Conseil national considère comme indispensable de nommer, par la volonté du peuple et dans le plus bref délai, un régent chargé de constituer un gouvernement et de convoquer la Diète. La diète législative aura à établir en définitive la forme de la constitution de l'Etat polonais ». On y a encore décidé de se rapprocher du Club politique des Partis, expression de l'opinion de la majorité modérée des Polonais du Royaume qui, comme on le sait, se tient à l'écart du Conseil d'Etat.

En corrélation avec l'Assemblée dont nous venons de parler, a eu lieu à Varsovie une réunion publique organisée par les éléments radicaux et socialistes, réunion où ont été prononcés plusieurs discours de nette opposition, et après laquelle s'est formé un cortège que les autorités allemandes n'ont pas tardé à disperser.

— Opposition à la politique du Club parlementaire polonais de Vienne.

Entre le Club polonais et le gouvernement autrichien se sont déroulés, pendant ces dernières semaines, des pourparlers aux fins de réaliser le rattachement impérial de feu l'empereur François-Joseph, adressé le 4 novembre à M. von Körber, président du Conseil à cette époque, annonçant l'élargissement de l'autonomie de la Galicie, tout en conservant la province dans les cadres de l'Etat autrichien, à l'exclusion des exigences du Club polonais tendant à rattacher la Galicie au Royaume de Pologne. Jusque-là l'opposition ne comprenait au Club polonais que les démocrates nationaux, ayant à leur tête M. Glombinski. Maintenant le Parti populaire polonais se solidarise avec cette opposition.

M. Glombinski, dans une lettre au président du Club polonais, déclare s'abstenir désormais de toute participation aux travaux du Club, et se place sur le terrain d'une politique embrassant l'ensemble de la question polonaise; il demande que ne soit pas envisagée à part la question de la Galicie, c'est-à-dire d'un seul tronçon de la Pologne, au moment où notre devoir est d'élever la voix en conformité avec les aspirations et les espérances de la nation polonaise.

Partant du même point de vue, le Parti populaire polonais a invité ses députés à cesser de prendre part aux délibérations du Club polonais; de plus il demande la révision de l'attitude observée jusqu'ici par ce Club dans la question polonaise, et a rappelé ses représentants du Comité Suprême National galicien qui, comme on le sait, avait organisé les légions galiciennes.

— Violences contre la police de Lodz.

Sur les murs de la ville de Lodz a été affiché cet avis de la direction de la police allemande:

« En quelques points de la ville, à l'instigation de mauvais conseillers se sont rassemblés des éléments qui se sont portés à des violences contre la police. Un certain nombre de coupables ont été incarcérés et une peine sévère les attend. C'est aussi énergiquement que possible que je dois prévenir la répétition de désordres de ce genre.

« Tout rassemblement contraire aux prescriptions sera réprimé avec la plus impitoyable rigueur. Toute résistance et toute rébellion sera punie d'après la loi martiale. »

— A l'encontre des promesses officielles, la langue polonaise est toujours persécutée en Pologne prussienne.

La « Gazetta ludowa » (Gazette du peuple), paraissant à Katowice en Haute-Silésie rapporte l'incident suivant qui s'est produit dans une des écoles primaires de cette ville.

L'instituteur, ayant invité les fillettes qui à la maison parlent polonais à se grouper au milieu de la salle de classe, commença à leur expliquer qu'il n'existe qu'une seule « Deutsches Vaterland », et que par conséquent il faut parler allemand; que ceux qui veulent parler polonais s'en aillent en Pologne! Puis il menaça une des élèves du fouet, si elle continuait à parler polonais avec son frère. Il reprocha ensuite aux enfants polonais d'être les moins appliqués, et après d'autres réprimandes du même genre, il renvoya les élèves à leur place, en les appelant avec mépris « Polacken ». Enfin, il déclara que les indigents ne recevraient plus gratuitement leurs manuels scolaires, tant qu'ils s'obstineraient à parler polonais avec leurs parents.

— Les autorités allemandes d'occupation gardent la haute main sur les écoles polonaises.

Lorsque, après l'occupation du Royaume de Pologne par les armées allemandes, les autorités permirent d'organiser un enseignement polonais, elles se réservèrent entre autres le droit d'avoir des délégués aux commissions d'examen de maturité (baccalauréat) dans les gymnases (collèges). Cette année, le Conseil d'Etat provisoire devant prendre sous son exclusive direction l'enseignement polonais, les écoles polonaises avaient fixé la date des examens de maturité et en avaient informé le département de l'Instruction publique du Conseil d'Etat sans tenir compte des représentants des autorités d'occupation. Au dernier moment, celles-ci ont cependant exigé que leurs délégués fussent admis aux examens qui, en leur absence, ne pourraient avoir lieu. Les directions des écoles polonaises n'ont encore pris aucune décision à ce sujet, mais il est probable que, vu ce conflit, cette année on préférera renoncer aux examens de maturité.

— La situation financière de Varsovie est désespérée.

Avant l'occupation allemande les dépenses annuelles de la ville de Varsovie s'élevaient à 12.000.000 de roubles. Elles atteignent aujourd'hui 43.000.000 dont 21.000.000 pour les dépenses nécessitées par la guerre. Parmi ces dernières figurent 4.200.000 roubles pour fournitures imposées par les autorités d'occupation, et 1.800.000 roubles pour l'entretien de la garnison allemande. Les autorités allemandes rendent l'administration rationnelle de la ville presque impossible, car ayant pris sous leur direction les tramways urbains et s'étant attribué le monopole du commerce des principaux produits alimentaires et industriels, elles encaissent les revenus provenant de ces sources, afin

d'en couvrir les charges qui incombent à la ville du fait de l'occupation.

La situation financière de la ville est d'autant plus lamentable que chôment presque toutes les branches du commerce et de l'industrie, et que par conséquent la population souffre de la faim et de la misère par suite de la cherté des vivres, non moins que des articles de première nécessité. Si l'on compte que le renchérissement de ces articles est de 30 kopecks par personne et par jour — évaluation fort modeste — le chiffre total de ce surcroît de dépenses sera pour une ville de 900 000 âmes de 100.000.000 de roubles annuellement, somme dont bénéficient bien entendu en très grande partie les monopoles établis par les autorités d'occupation.

Il est évident que la capacité contributive des habitants a considérablement baissé, en présence de quoi la ville a dû contracter un emprunt pour une somme de 40 millions de roubles. Cet emprunt sera réparti obligatoirement sur tous les citoyens de la ville, qui, proportionnellement à leur fortune, seront tenus de souscrire à des bons du trésor, remboursables dans un délai de trois ans après la conclusion de la paix.

BULLETIN

• Fédération des organisations polonaises en Ruthénie.

Le 18 mars eut lieu à Kiev une assemblée des représentants de toutes les organisations et institutions polonaises sociales, culturelles et professionnelles, ainsi que des groupes politiques de Kiev; la plupart des organisations de la province avaient aussi envoyé leurs délégués à cette réunion, où se trouvaient ainsi représentés plus de 50 sociétés ou groupes de Kiev, de la Volhynie et de la Podolie. Il y fut voté à l'unanimité une motion aux termes de laquelle, « en présence des circonstances exceptionnelles, pour coordonner l'activité des Polonais et les efforts des autres nationalités dans l'édification de la nouvelle vie de l'Etat, non moins que dans la défense des intérêts nationaux », les membres assemblés « se considèrent comme représentation provisoire légitime des Polonais en Ruthénie, et prennent la dénomination de « Fédération des organisations polonaises ». Par suite d'un accord avec le Conseil général des organisations sociales de la ville de Kiev, conseil analogue à ceux qui se sont constitués dans les autres villes de Russie, la Fédération des organisations polonaises a obtenu le droit d'envoyer deux délégués au Conseil, et l'un de ces délégués siégera en permanence à la Commission exécutive de ce Conseil.

Un comité exécutif, composé de 18 membres, sous la présidence de M. Joachim Bartoszewicz, rédacteur en chef du « Dziennik Kijowski » (Journal de Kiev, polonais) aura la gestion des affaires de la Fédération. Ce comité exécutif vient de publier un vibrant appel aux Polonais de Ruthénie, où nous lisons entre autres:

« En présence du grand revirement survenu en Russie lequel sans aucun doute deviendra conjointement un facteur de la reconstruction de l'Etat polonais libre, et lequel nous, Polonais, qui tendons toujours à la liberté, saluons chaleureusement et avec joie. Il est indispensable de grouper et d'organiser toutes les forces sociales afin de consolider les nouvelles formes du gouvernement et les libertés civiques. A titre de citoyens et d'habitants de ce pays depuis des siècles, nous voulons, aujourd'hui que sonne l'heure de la liberté, en communauté et d'accord avec les autres nationalités de ce pays et de cet Etat, nous mettre à une grande œuvre, pleine de responsabilité: la reconstruction des fondements de la vie normale civile et politique. »

L'appel invite donc, en terminant, les Polonais, à se soumettre aux décisions du Comité, responsable de la gestion des affaires polonaises en Ruthénie, et exprime l'espoir qu'ils prêteront tous leur concours et leur appui à leur organe central.

COMITÉ DE SECOURS POUR LES VICTIMES DE LA GUERRE EN POLOGNE

Une erreur s'est glissée dans notre compte rendu des dons pour les Victimes de la Guerre en Pologne, que nous rectifions. Il faut lire:

Les quinze premières listes (V. Polonia, N° 4).....	17.493 90
Seizième liste (Polonia, N° 19).....	2.253 20
Total.....	19.747 10

au lieu de Fr. 19.752,10.

LIVRES NOUVEAUX

Clunet 1917 (44^e année. — 2^e livr.) — Biens des sujets ennemis en Allemagne (Giesker-Zeller). — Prorogation des échéances des effets de commerce et endosseurs et tireurs étrangers (Ch. Lyon-Caen). — Vente des armes et munitions dans les rapports internationaux (Gregory). — La Nationalité entre l'Allemagne et les Etats-Unis (Weil). — Jugement italien en France (Valéry). — Traduction et Convention franco-russe (A.-L.). — ANALYSES. Les avocats-avoués allemands et les ennemis (Haber et Dreyfus). — Doubles nationalités au Chili (Alvarez). — Maxime allemande « Not kennt kein Gebot » (Heinsheimer et Dreyfus). — L'Allemagne et l'arbitrage international (Von Bernhardt). — Liquidation en Allemagne des entreprises anglaises (Dreyfus). — Abandon de poste devant l'ennemi (Le Poittevin). — Avenir de l'aviation. — Travaux des prisonniers de guerre (Freudenthal et Dreyfus). — Français en France et à l'étranger (Vergne). — Terrorisme judiciaire allemand (Dumont-Wilden). — L'occupation militaire allemande (L.-D.). — QUESTIONS PRATIQUES. — Séquestre. Passeport. Nationalité. Sujets ennemis, etc... — ACTUALITÉS. — Norvège et droit des gens (Frangulis). — Protection des particuliers par les neutres en Pays belligérants. — Espionnage allemand. — JURISPRUDENCE. France (Contrat. Commerce avec l'ennemi. Divorce. Echange. Mariage. Moratoires. Nationalité. Séquestre. Société. Sujet ennemi, etc.). Allemagne, Angleterre, Espagne, Italie, Pays-Bas. — DOCUMENTS (Guerre). — FAITS ET INFORMATIONS (Guerre). (Un an, 22 fr., Marchal et Godde, libr., 27, place Dauphine, Paris.)

RÉPUBLIQUE ROYALE DE POLOGNE

XIV

Depuis quelque temps, cette famille avait suppléé au défaut du titre de kniaz par celui de prince de l'empire que l'empereur lui avait accordé en 1518. Cependant, malgré son opposition, Radziwill lui-même, pressé par le roi, ainsi que les chefs de l'un et de l'autre parti, présentèrent des projets d'union dans lesquels ils indiquaient tantôt Parczew, tantôt une autre ville comme lieu de réunion d'une diète commune, qui ne put cependant se réunir. De nouvelles difficultés surgirent tout à coup au sujet de la Livonie, dont les Lithuaniens voulaient se réserver la possession exclusive, tandis que les Polonais demandaient que ce pays appartint également à la Pologne et à la Lithuanie. Le roi, convaincu qu'avec les seules forces lithuaniennes, il lui serait impossible de garder la Livonie et, voulant faire entendre raison aux Lithuaniens, renouvela les traités avec ce pays, mais seulement en sa qualité de roi de Pologne. Pendant ce temps vint à mourir Radziwill le Noir, et avec lui disparut le dernier obstacle à l'union; mais, quoique la foule croissante de la petite noblesse lithuanienne la désirât vivement, elle n'osa pas la demander ouvertement, à cause de la crainte que lui inspiraient les grands seigneurs. Ceux-ci cependant vaincus bientôt par la force du temps et de l'opinion, furent obligés de modérer leur opposition. La grande œuvre fit un pas de plus et se rapprocha de son terme final. La diète convoquée à Lublin termina cette affaire.

Cette diète mémorable fut ouverte le 10 janvier 1569. Tous les ordres des deux Etats s'y trouvaient réunis: le roi, le sénat, les kniaz lithuaniens et ruthènes, les hauts dignitaires, les nonces et les députés des villes. Il y avait aussi des ambassadeurs des différentes cours étrangères: le pape, l'empereur d'Allemagne, le roi de Suède, le tsar de Moscou et jusqu'au sultan et au grand-khan tartare y avaient envoyé leurs représentants. Les débats furent longs et orageux et plus d'une fois prorogés par de véritables sécessions de la part des seigneurs lithuaniens. Ce n'est pas que ces derniers aient jamais pensé à rompre cette union: elle était indissoluble. Elle était même alors plus que jamais commandée au pays de Guédimine par le voisinage de Moscou où régnait un souverain nommé le Terrible. Se détacher

de la Pologne eut été pour la Lithuanie devenir la proie de ce dernier, ce qui ne pouvait présenter aucun avantage ni pour elle ni pour ses grands seigneurs. Ce souverain traitait ses sujets bien différemment que ne le faisaient les rois de Pologne. Ces grands seigneurs tenaient simplement à un « particularisme » qui leur assurait une influence prépondérante sur les affaires du grand-duché et une situation exceptionnelle dans le royaume-uni. Quant à la petite noblesse lithuanienne, elle ne craignait nullement les libertés polonaises, au contraire, mais n'osait pas trop se prononcer ouvertement par crainte de ses anciens suzerains et puis elle répugnait aux engagements parafés et signés, aux traités et aux parchemins; elle préférait s'en rapporter à la « bonne foi », au bon sens et à la tradition jusque-là efficace. « Il n'y avait pas de parchemins entre nous, à l'époque de Grünwald, disait l'un de leurs orateurs, et cela n'a pas empêché les Polonais et les Lithuaniens de mêler leur sang dans la défense commune et fraternelle. La fraternité n'a pas besoin de parchemins pour exister!... Pourquoi ne pas continuer à vivre comme on a déjà vécu si heureusement pendant deux siècles, pourquoi ne pas s'en tenir à l'union personnelle et à deux représentations nationales distinctes dans les deux pays, sauf à se réunir en commun dans les moments critiques, notamment pour les élections des rois?... »

Le roi plus prévoyant que ne l'étaient certains de ses grands seigneurs lithuaniens et une partie de la petite noblesse qui si elle refusait sa signature ce n'est que parce qu'elle était encore illettrée, tint bon contre les assauts faits à son cœur au nom de ses ancêtres et des souvenirs patriotiques du pays d'Olgiard et de Kiejstut : l'union personnelle qui s'était montrée suffisante sous une dynastie héréditaire, devenait un expédient bien précaire et même un danger immense sous le régime d'une monarchie élective.

Certains seigneurs lithuaniens craignaient tellement de perdre leurs privilèges aristocratiques en s'unissant plus étroitement avec la Pologne libérale que, pour ajourner au moins la solution de cette question, ils quittèrent nuitamment Lublin, *non salutato hospite*, comme disent les documents de l'époque, et retournèrent dans leur pays. Mais ayant appris qu'on avait fermement décidé de terminer cette fois sans tenir compte de leur absence, une affaire qui traînait depuis cent quatre-vingts ans, ils se décidèrent à revenir à Lublin et se jetant aux pieds du roi en implorant leur pardon lui déclarèrent avec des pleurs être prêts à consentir à tout ce qui aurait été convenu et arrêté à cet égard. Le roi ayant répondu qu'il n'avait jamais considéré l'union de la Lithuanie et de la Pologne que comme une confédération libre et volontaire des deux nations, forgée pour le bien commun et sur le pied d'une parfaite égalité, on signa, le 1^{er} juillet 1569, l'acte définitif d'union, par lequel le royaume de Pologne et le grand-duché de Lithuanie étaient déclarés république une et indivisible sous le nom de Sérénissime République de Pologne se composant de deux parties ne faisant qu'un : la Couronne pour la Pologne et la Lithuanie pour le grand-duché; quant aux peuples des deux Etats, ils ne formaient plus dorénavant qu'un seul corps de nation nommée la *nation polonaise*. Cet acte fut confirmé par le roi, le 11 août 1569, pendant la tenue de la même diète. La Podlachie, la Polesie, la Volhynie et l'Ukraine (Kiovie), comme appartenant à la Pologne avant que Jagellon eût obtenu la couronne, lui furent restituées par des actes séparés (1) avec la condition que la statut lithuanien de la seconde rédaction continuerait à y avoir force de loi. La Livonie devait appartenir en commun à la Couronne (Pologne) et à la Lithuanie. On conserva aux grands seigneurs lithuaniens et ruthènes le titre de kniaz avec la clause que cette distinc-

tion, n'ayant aucune valeur dans la vie politique, ne pourrait porter la moindre atteinte à l'égalité établie parmi la noblesse. D'après l'union de Lublin, l'Etat fédératif nommé Sérénissime République de Pologne ne devait avoir désormais qu'un seul souverain, le roi élu à Varsovie par les suffrages communs de la nation entière aussi bien celle de la Couronne que de la Lithuanie, couronné et sacré à Cracovie sans aucun signe annonçant la dignité distincte de grand-duc. Les deux nations devaient faire des alliances en commun avec les puissances étrangères et avoir une même diète à Varsovie sans pouvoir jamais tenir de diètes séparées. Les sénateurs ecclésiastiques et laïques, polonais et lithuaniens, furent confondus ensemble; on établit l'ordre dans lequel devaient siéger les évêques, les palatins, les castellans et le staroste de Samogitie, qui tous, ainsi que les hauts fonctionnaires ayant titres de sénateurs, comme les maréchaux, les grands chanceliers, les vice-chanceliers, les trésoriers les maréchaux de la cour, tous en nombre double pour la couronne et pour la Lithuanie, composaient un même sénat des deux nations. La seconde chambre fut composée des nonces élus par la noblesse polonaise et lithuanienne. Leur nombre avait déjà été fixé par le roi, en 1552, pour la Couronne, on déterminait maintenant celui des nonces lithuaniens dans la même proportion, et l'on indiqua en même temps des places dans le sénat et dans la chambre des nonces pour les représentants des palatinats prussiens.

Même alors après cette union définitive, la Pologne fut loin de vouloir détruire l'individualisme historique du pays de Guédimine; elle ne fit jamais la moindre tentative de le soumettre à cette centralisation absorbante qui est bien toute la pauvre science de notre pompeux « droit nouveau ». La Lithuanie conserva son autonomie en entier; elle eut un ministère propre, une armée distincte, un statut spécial adapté à ses besoins et à ses mœurs, et elle garda cette indépendance administrative pendant deux autres siècles, jusqu'à la constitution du 3 mai 1791.

(A suivre.)

JEAN TARNOWSKI.

REVUE DE LA PRESSE

La Croix (12 avril 1917) :

« Dans de remarquables articles que la revue des Pères Jésuites, *les Etudes*, a d'abord publiés, et qui ont ensuite été réunis en volume sous le titre *le Destin de l'Allemagne et les oracles prophétiques*, le P. de la Brière a successivement examiné un certain nombre d'oracles plus ou moins authentiques mis ou remis en circulation depuis les débuts de la guerre, et, les passant au crible d'une critique rigoureuse, il a clairement fait voir le peu de crédit que méritaient la plupart d'entre eux.

Il a fait exception pourtant pour deux prédictions attribuées, l'une au bienheureux André Bobola, l'autre au bienheureux curé d'Ars, et pour ces deux prédictions qui annoncent, la première la restauration d'une Pologne indépendante, la seconde la revanche française des désastres de 1870-1871, il a montré que, « sans s'imposer peut-être avec une irrécusable certitude comme des prophéties véritables, elles possèdent néanmoins des titres réellement dignes d'égards et méritent, à n'en pouvoir douter, une attention respectueuse ».

Les circonstances dans lesquelles se serait produite la prédiction du bienheureux André Bobola, connue de nos lecteurs, sont saisissantes, d'après la révélation qu'un Jésuite polonais, le P. Felkierzamb, en a donnée en 1854, et qui a été publiée à cette époque dans la *Civiltà cattolica*, puis dans divers journaux de France et de Pologne prussienne. D'après cette révélation, le bienheureux André Bobola, Jésuite polonais, mis à mort par les schismatiques, en haine de la foi catholique, à la date du 16 mai 1637, serait apparu, en 1819, à un Dominicain, Polonais également, le P. Korzeniecki, une nuit où ce religieux, dans son couvent de Vilna, l'invoquait en le suppliant d'intercéder auprès du Tout-Puissant pour que la Pologne, redevenant libre de professer la religion de ses aïeux et de réunir ses peuples comme au temps des Jagellons, formât encore un seul royaume, vraiment orthodoxe et soumis à Jésus-Christ. Le Bienheureux lui aurait révélé qu'il était; puis l'amenant auprès de la fenêtre de sa cellule, et là, faisant apparaître à ses regards surpris une plaine immense qu'il lui désigna comme étant le

territoire de Pinsk, et qui bientôt se couvrit d'innombrables bataillons de Russes, Turcs, Français, Anglais, Autrichiens, Prussiens et autres, se combattant entre eux avec acharnement, il lui aurait dit ces paroles : « Quand la guerre, dont le tableau vous a été révélé, aura fait place à la paix, alors la Pologne sera rétablie, et j'en serai reconnu le principal patron. » Après quoi il aurait disparu, mais non sans avoir préalablement imprimé la marque de ses mains sur le bureau du religieux, en signe sensible de la réalité de son apparition. Le lendemain, le P. Korzeniecki aurait raconté à toute la communauté la grâce insigne dont il venait d'être l'objet, puis il en aurait fait part également aux Jésuites du collège de Pollock, où se trouvait alors le P. Felkierzamb; et c'est ainsi que celui-ci aurait appris les faits dont il devait publier le récit trente-cinq ans plus tard.

Il ne saurait être évidemment question de résumer ici la discussion serrée que le P. de la Brière a faite de ces faits, et il suffira de dire sur ce point qu'elle l'a conduit à conclure que si la prédiction attribuée au bienheureux André Bobola ne peut être, à la vérité, tenue pour actuellement acquise à l'histoire avec une certitude définitive et rigoureuse, elle repose du moins sur un témoignage respectable qui lui donne une solide vraisemblance historique.

Sous ce titre *Le Droit de la Pologne*, M. Jean Herbette a publié dans l'*Echo de Paris* du 3 mai un excellent article à l'occasion de l'anniversaire de la Constitution du 3 mai :

L'anniversaire d'aujourd'hui devrait donc trouver tous les Polonais parfaitement rassurés et parfaitement libres. Après avoir été pendant des générations une exception douloureuse dans une Europe pacifiée, la Pologne devrait être maintenant comme une île paisible au milieu de l'immense mer. Personne, chez nous, ne lui en voudrait de cette tranquillité précocée. Ses souffrances passées lui ont donné droit à un arriéré de paix et de bonheur. Pourtant, elle n'en jouit pas. Pourquoi ?

Pour une raison bien simple. Le gouvernement allemand, à qui l'Autriche laisse les mains libres, en échange d'un hypothétique concours contre l'Italie, veut que les Polonais se battent pour le roi de Prusse. Non seulement les habitants de la Pologne prussienne doivent continuer à se faire tuer sous l'uniforme de Guillaume II, alors que leur intérêt national consisterait à abattre la domination de Guillaume II, mais encore les autorités allemandes ont entrepris de recruter une armée dans l'ancienne Pologne russe, ce qui est doublement monstrueux. Ou bien, en effet, l'Allemagne renie sa promesse du 5 octobre, et les Polonais des régions envahies redeviennent à ses yeux des sujets russes, qu'elle ne peut pas obliger à s'armer contre la Russie. Ou bien elle les regarde vraiment comme une nation indépendante, et à quel titre, alors, essaie-t-elle de les enrôler ?

Il est vrai qu'avec l'aide de quelques tristes complices — voir, par exemple, l'histoire du journal officieux *Głos*, de Varsovie, qui a été financé jusqu'à concurrence de 200.000 roubles par le prince Drucki-Lubiecki et par un autre conservateur de la Pologne prussienne — les Allemands prétendent créer en Pologne une « armée nationale ». C'est pour mieux atteindre ce but désintéressé, expliquent-ils, qu'ils ont fait ordonner dès le début d'avril un recensement de tous les hommes âgés de 17 à 50 ans, et qu'ils ont placé les ci-devant légions polonaises sous le commandement direct du général von Beseler ! Mais ces misérables équivoques qu'ils essaient d'accréditer en Pologne s'effondrent dès qu'on écoute ce qu'ils se racontent entre eux. Il faut lire l'article que publiait déjà, dans la revue *Hilfe* du 29 mars, ce représentant éminent de la *Kultur* qu'est M. Naumann.

C'est d'abord la joie du conquérant qui a trouvé une belle réserve de chair à canon.

« Il reste en Pologne un grand nombre d'hommes capables de porter les armes. Il n'est aucune région de l'Europe centrale où la guerre ait autant ménagé la population masculine. Alors qu'en Allemagne nous enlevons les derniers ouvriers à leurs usines, il reste en Pologne un grand nombre d'hommes parfaitement sains... Il y a là les éléments d'une armée. »

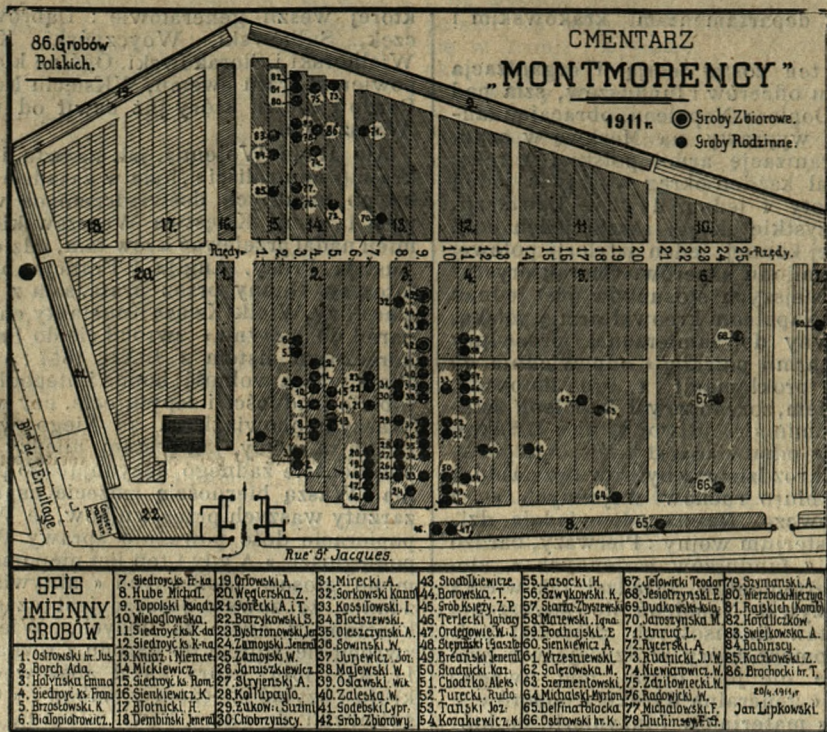
Puis c'est la description complaisante du piège où l'on espère prendre par centaines de mille les recrues polonaises :

« Le Polonais n'entrera librement (sic) que dans une armée polonaise. Il veut un recrutement polonais, un uniforme polonais, des insignes polonais, bref un agrandissement des légions polonaises, avec le royaume indépendant pour toile de fond. Il est entendu que les troupes polonaises seront formées par des instructeurs allemands et soumises à l'état-major allemand... »

Voilà l'abominable entreprise qui est désormais l'unique obstacle au bonheur de la Pologne.

C'est aux Alliés de la faire échouer. Qu'ils parlent clairement. Qu'ils fixent les limites de la « Pologne unie, indépendante et autonome » telle qu'ils la conçoivent, qu'ils s'engagent solidairement à assurer sa liberté et sa sécurité. En un mot, qu'ils élèvent au-dessus de la grande lutte le problème enfin résolu de la Pologne. Alors, le Prussien cherchera en vain des prétextes pour répandre le sang polonais.

(1) On peut voir tous ces documents dans le *Dziennik Lubelskiego Sejmu Unii roku 1569*, ou *Journal de la diète d'union*, publié en 1856, par M. Dziatyński.



LE PLAN DU CIMETIÈRE A MONTMORENCY

ZIEMIE POLSKIE

Tydzień ubiegły żadnej poważniejszej zmiany na obszarze walk, na Ziemiach polskich, nie przyniósł.

— We wszystkich częściach Polski.

We wszystkich częściach Polski ludność z całych sił zaznacza swe stanowisko polityczno-narodowe, dążące do odbudowania Polski Zjednoczonej i Niepodległej.

I tak, w nocy z dnia 14 na 15 kwietnia, na słupach ogłoszeniowych i murach domów całego zaboru pruskiego ukazały się afisze, zawierające dokładny tekst manifestu Rządu tymczasowego rosyjskiego, proklamującego Polskę niepodległą i zjednoczoną.

We Lwowie zuów, z powodu rocznicy Konstytucji Trzeciego Maja, rozlepiono w nocy na murach miasta manifest następujący:

« Dzisiaj, gdy święcimy rocznicę Konstytucji Trzeciego maja, w momencie kiedy wschodzi gwiazda niepodległości naszego Narodu, głosmy śmiało, energicznie, mężnie, czego żądamy:

« Nie chcemy ponowienia daremnych prób tworzenia nowego Księstwa Warszawskiego lub Królestwa Kongresowego!

« Chcemy mieć Polskę całą, silną, niepodległą!

« Chcemy do takiej Polski należeć wszyscy!

« Chcemy podlegać jedynie rządowi polskiemu!

« Chcemy mieć własną naszą Armję!

« Wierni tradycji Wielkiego Sejmu, chcemy sami wybrać nasz rząd i dyktować samemu sobie nasze prawa!

« Chcemy sami o sobie stanowić!

« Żądamy Polski Zjednoczonej i Niepodległej!

Tak woła Lwów, — Polska od morza do morza wtóruje jego apelowi!

Precz Austroniemcy z naszej Ziemi!

— **Miljardowe złodziejstwo.**

Miljardowe złodziejstwo austroniemieckie, o którym pisał na szpaltach «Capitaine Ordon» a polegające na wypuszczeniu tak zwa-

nych «marek polskich», zostało wprowadzone w czyn.

Oto «Nowa Reforma» zamieszcza następującą korespondencję z Warszawy, datowaną dnia 26 kwietnia:

« Zgodnie z zapowiedzią, dziś, o godzinie 9 rano, zostały otwarte dla publiczności biura Polskiej Krajowej Kasy Pożyczkowej. Narazie uruchomiono 19 wydziałów, o czym oznajmiają napisy w językach polskim i niemieckim, umieszczone nad odpowiednim okienkiem. Ruch publiczności jest stosunkowo niewielki i koncentruje się niemal wyłącznie przy wydziale wymiany dewiz. Około południa polskie marki znalazły się już w obiegu.

« W związku z wprowadzeniem nowej waluty, naczelnik milicji miejskiej, w dzisiejszym rozkazie dziennym, ogłosił, co następuje:

« Stosownie do rozporządzenia p. generał-gubernatora z dnia 14 kwietnia 1917 roku, dotyczącego waluty, poczynając od dnia 26 kwietnia 1917 roku, jedynym prawnym środkiem płatniczym w kraju naszym staje się marka polska; przyczem kurs 1 rubla ustanowiony jest w dalszym ciągu na 2,16 marki polskie; ceny na towary przeznaczone na sprzedaż, wyznaczone być mogą jedynie w markach polskich, wyznaczenie zaś cen w rublach jest wzbronione.

« Wobec tego polecam pp. komisarzom ściśle baczyć za pomocą podwładnych sobie organów, aby to rozporządzenie było najsurowiej przestrzegane, winnych zaś niezachowania tych przepisów, pociągać do odpowiedzialności, sporządzając odpowiednie protokoły.

« Jednocześnie przypominam, iż, w razie zauważenia, że ceny na towary wyznaczone w markach nie odpowiadają rzeczywistej wartości samego towaru, lub nie zostały wyznaczone w markach według kursu parytetowego 100 rubli — 216 marek, polecam sporządzać protokoły, pociągając winnych do odpowiedzialności z art. 242 Kod. karn. 1903 r. »

Inniemi słowy, stało się, co do joty, tak, jak pisał «Capitaine Ordon». Austroniemcy za pomocą «marek polskich», bezwartościowej, niegwarantowanej bibuły, chcą wyłowić z Królestwa wszystkie ruble...

— **Zniesienie ustawy przeciwjezuickiej.**

Po 45 latach, w chwili zapadania się w grzyby państwa «Obrazy boskiej», Rzesza niemiecka zniosła prawa banicyjne, wymierzone przeciwko Jezuitom, w nadziei zjednania sobie potężnego zakonu, a z nim zyskania przychylności Watykanu.

Kto bodaj słabe ma wyobrażenie o prusactwie, ten w tym nadzwyczajnym liberalizmie znajdzie jeno dokument niezbyt, że z Niemcami zaiste musi być źle, jeżeli na tak dla się dotąd niepojęte puszczają się kompromisy i koncesje.

— Z kół watykańskich.

Z kół watykańskich nadchodzi pogłoska, jakoby kurja rzymska rozpatrywała w tej chwili projekt zamianowania arcybiskupa warszawskiego, ks. Kakowskiego, kardynałem.

Należy tę pogłoskę traktować z wielkimi zastrzeżeniami, kurja rzymska bowiem, przy obecnych swych tendencjach, na podobny krok by się nie zdobyła. Mianowanie kardynała polskiego wypadnie raczej na czas zawarcia pokoju.

— Tymczasowa Rada Stanu.

Ciekawe zestawienie przynależności partyjnej członków Komisji Tymczasowej Rady Stanu podaje «Jedność Robotnicza», a mianowicie: Komisję konstytucyjno-sejmową składają 2 socjaliści, 2 ludowcy, 1 demokratą bezpartyjny i 1 umiarkowany, 5 członków, należących do Ligi Państwowości Polskiej, 1 z N. Z. R., oraz 9 konserwatystów zdecydowanych, a do Rady Departamentu spraw politycznych należy: po 1 socjalistę, demokracie, dzikim i nieznanym politycznie, oraz 6 zwolenników L. P. P. i 5 zdeklarowanych konserwatystów.

— Przeżytki «zreformowanego» marjawityzmu w Warszawie.

Nasz korespondent warszawski donosi nam pod datą 16 b. m.: «Bardzo charakterystyczne rozporządzenie wydał ostatnio naczelnik milicji miejskiej. Oto, wskutek zabiegów interesowanych, polecił komisarzowi VII. komisarjatu przeprowadzić i utrzymywać księgę aktów stanu cywilnego dla członków zgromadzenia religijnego pod nazwą: «Badacze Pisma Świętego», zamieszkałych w m. st. Warszawie. Członkowie zgromadzenia, zamieszkali w obrębie innych komisarjatów, kierowani będą w celu spisywania aktów cywilnego do VII. komisarjatu. Siedziba zgromadzenia mieści się przy ulicy Żelaznej 1. 89. Sekta ta nie jest nową; istnieje w Warszawie od lat kilku, a kierownikiem jej jest dawny diakon marjawicki, Michał Fortuna, który, po rozłamie wśród marjawitów, opuścił tę sektę wraz z ojcem Zebrowskim. Następnie diakon ten wyjechał do Ameryki, gdzie przystąpił do tak zwanego polskiego kościoła narodowego i, powróciwszy do Warszawy, skupił naokół siebie gromadkę malkontentów religijnych, których nie zadowalała marjawityzm.

— Ze stosunków warszawskich.

Czytamy w «Gońcu Porannym»: Paulina Ziętarska, 60 lat licząca, weszła wczoraj do jednego z domów przy Alejach Jerozolimskich i chodziła od drzwi do drzwi, prosząc o kawałek chleba. Gdy nie dostała, a przeważnie nawet jej nie otwierano, zrozpaczona, otworzyła w klatce schodowej okno i rzuciła się z 4-go piętra na bruk. Śmierć nastąpiła natychmiast.

ARMJA POLSKA

Dzisiejsze warunki jej formowania.

Wśród dwóch najpotężniejszych organizmów wojskowych XVIIIgo wieku, Rosji i Prus, Polska bez własnej armji musiała stać się terenem eksploatacji sąsiadów. Podczas kiedy z wybuchem dzisiejszej wojny mała Belgja nie zawałała się, z bronią w ręku, zakazać potężnym Niemcom naruszenia terytorjum belgijskiego, kiedy Szwajcarja, Danja, Holandja, Szwecja wydają miliony dziennie na armię dla obrony granic kraju przed wojującymi sąsiadami, Polska, jedno z największych państw XVIII wieku była stałą widownią przemarszu wojsk obcych, plądrujących kraj bezkarnie. Tak wojska szwedzkie jak i rosyjskie traktowały terytorjum polskie jako *res nullius*: Menszykow, w pogoni za pobitymi Szwedami, złupił po drodze, w r. 1711, kilka polskich województw doszczętnie. W czasie wojny siedmioletniej, wojska rosyjskie, przemarszerowujące na Śląsk, żyły z kraju, jak bandy landsknechtów w trzydziestoletniej wojnie. Fryderyk II wysyłał regularnie oddziały polujące na wielkich chłopów, których następnie wielano, jakby byli poddani pruski do jego gwardji. «Królewiatka», w rodzaju księcia Karola Radziwiłła i innych, mogli mieć swoje wojska, ale ani król ani rząd nie śmiał ich mieć, bo by siła zbrojna mogła być ewentualnie niebezpieczną dla «złotej wolności szlacheckiej», która znów na tak polegających silnych podstawach, że książę Panie-Kochanku więził szlachcica przez parę lat

bez wyroku sądowego. Jeśli jednak chodziło o wykonanie wyroku trybunału królewskiego, to w braku egzekutywy państwowej, zbierała się okoliczna szlachta i urządziła sama « zajazd », jak to opisuje Mickiewicz w Panu Tadeuszu.

Toteż sejm czteroletni, energiczny odruch tonącej państwowości polskiej, sprawę utworzenia własnej armii postawił jako pierwszy warunek utrzymania niezależności: do zrealizowania jednak tego postulatu nie dopuścili Rosja, Prusy i Austria przez drugi rozbiór Polski (1793).

Naród polski, nienauczony smutnem doświadczeniem wojen szwedzkich i kozackich, że największe nawet masy narodowe, powołane w chwili decydującej pod broń, nie są w stanie zastąpić armii regularnej, zbudowanej na systematycznej pracy dziesiątków lat, gruntownym wychowaniu całych pokoleń, i na poważnych ofiarach materialnych społeczeństwa, zapłacił krewą, w powstaniu Kościuszkowskim i w roku 1863, za usiłowania zastąpienia stałej armii improwizowanymi formacjami.

Praktycznie ujęte, choć też oparte na złudnych kombinacjach cudzej pomocy, legiony Dąbrowskiego dały narodowi przynajmniej możliwość stworzenia pierwszej, prawdziwej armii polskiej. Historia przekształcenia legionów Dąbrowskiego na armję Księstwa Warszawskiego ma tyle momentów podobnych do aktualnych dzisiaj projektów przekształcenia legionów, powiedzmy « Pilsudskiego », na armję, której wystawienia domaga się dwucesarzka proklamacja 5go Listopada, że zasługuje na powtórzenie tutaj, choćby w ogólnych zarysach:

Opierając się na dosyć ogólnikowych obietnicach Napoleona, danych delegacji polskiej w Berlinie, « że odbuduje Polskę, o ile zobaczy, że kraj jest w stanie wystawić 40.000 żołnierza », generał Dąbrowski postanowił zorganizować armję polską, biorąc w tym celu legiony jako kadry. Do pracy tej zabrał się z żelazną energją; już 2go Stycznia 1807 roku sformowaną została jedna, wprawdzie bardzo słaba dywizja, złożona z dwóch brygad: pierwsza z nich, pod komendą generała Aksamitowskiego, obejmowała pierwsze bataliony pułków 1 do 4, druga pod komendą generała Fiszerę, pierwsze bataliony pułków 5 do 8. Te dywizje, liczące łącznie 6.000 ludzi, poprowadził Dąbrowski zaraz pod Gdańsk, pozostawiając formowanie dwóch następnych generałom: Zajaczkowi i księciu Józefowi Poniatowskiemu.

Ale ta dalsza praca, mimo olbrzymich wysiłków kraju, szła nad wyraz wolno. Przedewszystkiem fatalnie dał się odczuć zasadniczy błąd, polegający na przydzieleniu do pierwszej dywizji pojedynczych batalionów rozmaitych, nie sformowanych jeszcze pułków, błąd, który Dąbrowski popełnił w najlepszej myśli, chcąc jak najprędzej, przed sformowaniem całej armii, udowodnić faktyczny udział wojsk polskich w operacjach Napoleona. W ten sposób rozrywano związek taktyczny najważniejszej jednostki organizacyjnej, t. j. pułku, i zużyto największą część materiału oficerskiego na tę pierwszą dywizję, ogalającą z niego inne formacje. Materiał żołnierski był więcej niż dostateczny, choć pobór rozpisano bardzo ogólnie, bo po jednym rekrucie na dziesięć « dymów ». Ale był dotkliwy brak oficerów, mimo, że się legiony polskie biły dotąd już od blisko dwunastu lat pod komendą francuską.

Ustawa konstytucyjna Księstwa Warszawskiego z 22 lipca 1807 normowała armję polską na 30.000 ludzi. Dla braku oficerów, a częścią i funduszy, kraj zmuszony był miejsca oficerskie w 3 pułkach a mianowicie w 4tym, 7 mym i 9 tym obsadzić instruktorami francuskimi i całe pułki oddać na żołd francuski. To wystarczyło Napoleonowi, by pułki te posłać do Hiszpanji. Wstawili się one wprawdzie szturmem na Saragossę i przy innych sposobnościach, ale kraj, Księstwo Warszawskie, przez cały czas swego istnienia temi formacjami już nie dysponował. Stąd i na dziś nauka, że jakiegokolwiek polskie formacje, wypuszczone z ręki przed zorganizowaniem kompletnym całej armii, i użyte pod cudzą komendą, są dla kraju stracone.

Po bitwie pod Raszynem (1809) po wypędzeniu Austriaków z radomskiego i krakowskiego, podzielono kraj na cztery okręgi terytorjalne, dla uzupełnienia armii do 60.000 ludzi:

1szy okręg z departamentami warszawskim, łomżyńskim i plockim;

2gi okręg z departamentami poznańskim, bydgoskim i kaliskim;

3ci okręg z departamentami lubelskim i sandomierskim;

4ty okręg z departamentami krakowskim i radomskim.

Ale projekt ten został teorią, i organizacja armii, dla braku oficerów i funduszy, szła nad wyraz wolno. Dopiero Napoleon, obracając fantastyczną ideę wyprawy na Moskwę w czyn, wziął sam organizację armii polskiej w rękę. Zasadniczo miał każdy okręg wystawić jedną dywizję piechoty i jedną dywizję kawalerji, prócz tego wszystkie okręgi razem jeden pułk artylerji polowej konnej, jeden artylerji polowej pieszej i pół batalionu saperów. Charakterystycznym dla dzisiejszych stosunków jest jednak system, jakim Napoleon kreował armję polską, wprost przeciwny do zamierzonej procedury wystawienia « armii polskiej » odpowiednio do dwucesarzkiej proklamacji z 5go listopada. Przedewszystkiem, zorganizował Napoleon sztab, zarząd i administrację wojskową: « Sekretarjat główny » odpowiadał dzisiejszemu głównemu sztabowi rozdzielony był również nabiuro operacyjne (« biuro ruchów wojennych »), i biuro wywiadowe. Reszta, odpowiadała dzisiejszemu ministerjum wojny: Pierwszy, bardzo ważny wydział « funduszy wojennych », złożony z 3ch departamentów, zdradzał, jak wielką wagę przywiązywał Napoleon do stworzenia pewnych podstaw finansowych przyszłej polskiej armii. (Moment, który w dzisiejszych projektach wogóle nie jest brany pod uwagę.) Wydział IIIci, « generalna dyrekcja poborów », wydział IVty, « materiałowy i inżynierji, do którego należała artylerja, inżynierja, fortyfikacje, remonty, pociągi i rusznikarstwo; wydział Vty gospodarczy, odpowiadający naszej intendenturze, następnie wydziały sanitarne, sądowe, policyjne, transportowe itd. uzupełniały tę wspaniałą organizację, która gotowa i obsadzona pracownikami, mającymi sposobność zawczasu obeznać się ze swemi funkcjami, czekała na wypełnienie tego szkieletu materiałem ludzkim.

Dopiero po sformowaniu tych grup, zmobilizował Napoleon jedną dywizję i oddał ją pod komendę marszałka Davout. Trzy następne, formowane przez księcia Józefa Poniatowskiego, stanowiły ów sławny Vty korpus « Wielkiej Armii » zdziesiątkowany pod Smoleńskiem, Borodino i nad Berezyną. Charakterystyczną cechą, różniącą postępowanie Napoleona przy tworzeniu armii polskiej od dzisiejszej metody działania, jest zupełny brak obawy o to, by armia polska nie stała się przypadkiem rzeczywiście czynnikiem militarnie silnym.

Wymarsz tych dywizji pod komendą księcia Józefa, który Mickiewicz opisuje tak wspaniale w « Panu Tadeuszu » był kulminacyjnym momentem armii Księstwa Warszawskiego. Pięciu lat szalonej pracy, genialnej ręki Napoleona i materialnej pomocy Francji potrzeba było, by z legionów Dąbrowskiego, bitnych i zaprawionych w dwunastoletniej kampanii, stworzyć 81.000-czną armję.

Moskiewska katastrofa « Wielkiej Armii » zniszczyła ten owoc pięcioletniej pracy i nadzieje narodu. W Styczniu 1813 roku, udało się Księciu Józefowi pozbiierać niedobitki tej armii, która parę miesięcy przedtem niosła orły polskie do Kremlu i, uzupełniwszy ten szkielet nowymi, poborami, stworzyć z niego 18sto tysięczny korpus armii, o który starały się usilnie Austria i Prusy; książe Józef dochował Napoleonowi wierności żołnierskiej i powiódł ten korpus pod Dreznem. Mniej skrupułów z przysięgą żołnierską robili sobie Niemcy: pułki saskie, walczące jeszcze 18 go października pod komendą Napoleona, rzuciły się 19go na polu bitwy niespodziewanie na niego. Za ten objaw niemieckiej wierności żołnierskiej zapłacił w parę godzin potem książe Józef życiem.

Ale i po jego śmierci żelazna wola Napoleona nie zaprzestała eksploatacji Polski na korzyść swojej sprawy. Toteż gdy w chwili pierwszej abdykacji Napoleona, 11. IV. 1814, komendę nad wojskami polskimi objął cesarz Aleksander I i dał rozkaz Dąbrowskiemu pozbiierać rozproszone po całej Europie formacje polskie, do jesieni 1814 roku udało się zebrać 34.000 polskiego żołnierza.

Armja polska stanowiła w kalkulacjach Aleksandra bardzo ważny czynnik od chwili, gdy spostrzegł, że Austria i Prusy, sekundowane przez Francję i Anglję, nie dopuszczą do urzeczywistnienia planu Czartoryskiego, polegającego na zjednoczeniu ziem polskich pod berłem carów Rosji. Aleksander, widząc, że tę koncepcję trzeba będzie dopiero wywalczyć, wziął się natychmiast do organizacji wojsk polskich. 27. IX. 1814 utworzył « Wielką Radę Wojenną » w skład,

której weszli generałowie: Dąbrowski, Zajacek, Sułkowski, Woyczyński, Kniaziewicz, Wielhorski i Sierakowski. Ogólne kierownictwo powierzył bratu swemu, Wksięciu Konstantemu Pawłowiczowi, który już bawił od tygodnia w Warszawie.

Ale Rada Wojenna, jak zresztą i większość kraju (« neutralści »), była w zasadzie przeciwna, by, po smutnych doświadczeniach walk legionów i armji Księstwa Warszawskiego, Polacy mieli nadal przelewać krew tam, gdzie się Rosja, Austria, Prusy, Anglja i Francja biją o swoje interesy. Gnany przez brata, sam z natury niecierpliwy, Wielki Książę Konstanty, chcąc porwać naród do « czynu » zwrócił się do Rady z własnoręcznym listem z 3. XII. 1814: « Gdy cesarz Wam wraca wolność, honor i niepodległość, Wy robicie trudności i zapytujecie, czy wogóle jest Waszym obowiązkiem z Nim walczyć? Od trzech miesięcy, jak jestem między Wami nie powzięliście żadnego decydującego postanowienia. Waszą biernością możecie usprawiedliwić zarzuty waszych przeciwników, że Wy sami nie popieracie dość poważnie sprawy Waszej niepodległości. » A gdy i ten list niepomógł i naród, mimo głosów niecierpliwych « aktywistów » był zdania, że zawsze jeszcze jest czas wyciągać kasztany z ognia za obcych, Wielki Książę zwrócił się wprost do narodu z rozkazem z dnia 11. XII. 1814., który kazał afiszować po całym kraju i czytać księżom z ambon: « Okażcie się gotowymi do ofiary krwi własnej, gdy cesarz myśli o Waszej przyszłości. Poświęćcie się bezgranicznie cesarzowi a osiągniecie pomyślność kraju. Pod potężnym jego puklerzem będziecie szczęśliwi. Mogą inni Was mieć obietnicami szczęśliwej przyszłości, on jeden może urzeczywistnić dane obietnice, bo potęgą Jego i cnoty dają dostateczną rękojmię jego obietnic. »

Ale to płomienne wezwanie miało mały skutek; nie powiększyło nawet zbytnio liczby « aktywistów » w kraju. Zwłaszcza « Rada Wojenna », aczkolwiek podobnie jak dzisiaj Rada Stanu, nie wybrana z narodu tylko naznaczona przez cesarza, stawiała interes kraju wyżej, nad interes swego mandanta. Ci sami bohaterowie z pod Piramid, z Lombardji, z nad Berezyny, z pod Raszyna i Lipska, nie obawiali się zarzutu « bier-nictwa » i nie dali się obietnicami cesarskimi porwać do « czynu ». Ostre zająście między caratem, obiecującym Polsce « niepodległość » za cenę rekruta, a krajem, stawało się nieuniknionem. Nagle, nieprzewidziany przez nikogo wypadek wstrząsnął całym światem i odsunął sprawę polską na daleki plan: Napoleon opuścił wyspę Elbę i 26. II. 1815 wylądował w Golf St. Juan. Cała Europa, ale bez Polski, ruszyła przeciw niemu.

(d. c. n.) Capitaine ORDON.

FANTAZJE NIEMIECKICH ANEKSJONISTÓW

Pod tym tytułem « Nowa Reforma » zamieszcza poniższy znamieny artykuł, świadczący, że nawet do organów zatrutych austrofilstwem, promień światła i prawdy przenika coraz silniej.

Oby ciemności egipsko-galicyjskie minęły coby prędzej.

Oto artykuł: (« Nowa Reforma » z dnia 2 maja, 1917 roku):

« Zwolennicy zdobyczy wojennych i przedłużenia wojny byli w Niemczech zawsze bardzo czynni, i nietyle liczni co hałaśliwi. Z wszech-niemieckiego związku, jaki istniał podczas pokoju, utworzył się Niezależny Wydział dla « niemieckiego pokoju », wydział narodowy dla zwalczania Anglii; z tego też źródła wyszła oślawiona konferencja w hotelu « Adlon », zjednoczenie sześciu związków i jeszcze z pół tuzina podobnych grup, w których powracały wciąż te same nazwiska, które już w ruchu wszech-niemieckim albo w « związku blokowym » czy « związku obronnym » grasowały. Poufnych, jako rękopis drukowanych memorjałów, odzwierciadlających życzenia tych kół, jest z kilka tuzinów. Publicznych czasopism już w tym roku tylko założyli w Monachium dwa, mianowicie « Rzeczywistość » hr. Bothmera i « Odnowienie Niemiec » oślawionego z walki z kanclerzem Kappa.

« Nakładem ostatniego z tych czasopism wyszła w Monachium zbiorowa książka, zwalczająca « pokój Scheidemannowski », a zatytułowa-

na. « Przyszłość Niemiec po dobrym i po złym pokoju ». Nakładca Lehmann 12.000 egzemplarzy tej broszury przeznaczył dla wojska i szczyści się, że eksce. Ludendorff przyjął ten prezent z podziękowaniem. Na dwóch mapach i 103 graficznych kartach przedstawiono tam, ile jest ziemi, węgla i żelaza na świecie, którego Niemcy jeszcze nie posiadają. Asesor powiatowy, Fischer, dowodzi potem, że gospodarcze przyłączenie Belgii, części Francji północnej i północno-wschodniej, Kurlandji, Litwy, Polski, Inflant i Estonii, powiększyłoby znacznie obszar niemiecki. Jeżeli się jeszcze doda Rumunję, Serbię, Czarnogorę, Egipt i wielkie środkowo-afrykańskie państwo kolonialne, to taka Środkowa Europa może jako tako imponować. Gdyby Niemcy odebrały Rosji jeszcze Ukrainę, miałyby mnóstwo zboża, węgla i innych skarłów ziemnych. »

« W tejże samej zbiorowej pracy prof. Gruber z Monachium, który podczas wojny z higienika przedrzętnął się w aneksjonistę, żąda już nie tylko przyłączenia Belgii, północnej Francji, zachodniej Rosji, Polski i Ukrainy, ale także Dunkierki, Calais i Boulogne, wszystkich kolonii portugalskich, wszystkich francuskich posiadłości w Afryce, angielskiego kraju Somalisów, angielskiej Afryki wschodniej, Ugandy, kraju Nijassa i Zanzibaru, nie tylko Egiptu, lecz także Sudanu, Malty, Cypru, Adenu, Perimu, Sokotory i Kuwajtu. Gdy to wszystko Niemcy zdołają, to z pewnością potem i Holandia, Szwajcaria, Hiszpanja, Danja, Norwegia, Szwecja, Finlandja i Abisynja same będą czyniły starania o przyłączenie się do Niemiec. Szkoda, że książka ukazała się przed wypowiedzeniem wojny przez Stany Zjednoczone i zerwaniem stosunków dyplomatycznych przez Brazylię, bo wtedy w tym programie zaborem nie byłoby także zabrakło kanału Panamskiego i San Paolo z kilku sąsiednimi prowincjami południowo-brazylijskimi. »

« Na końcu książki, wynurza się znowu asesor Fischer i uzupełnia to, o czym jeszcze zapomniał, mianowicie żąda dodatkowo drobności: 200 miliardów marek odszkodowania dla Niemiec, a 150 miliardów dla ich sprzymierzeńców. »

« We wstępie, co prawda, powołują się autorzy na to, że podobne żądania odzywają się w krajach koalicji. Tak jest istotnie, i n. p. w Anglii jest jeszcze więcej takich szaleńców, którzy n. p. żądają dla koalicji odszkodowania w sumie 300 do 400 miliardów, zabrania całej floty niemieckiej i t. p. To jednak nie jest żadnym usprawiedliwieniem, by takie szaleństwa naśladować — chyba że autorzy monarchijscy próbowali jakiejś reductio ad absurdum? W jaki zaś sposób, zdaniem profesorów monarchijskich, zdolają Niemcy osiągnąć te fantastyczne cele? Bardzo prosty: trzeba być tylko « odważnym i cierpliwym, mądrym i twardym » i trzeba « wyglądać Anglię i czekać! »

O ARMJE POLSKA

Rodacy nasi w Rosji czynią gorączkowe starania o utworzenie samodzielnej Armji polskiej, która by walczyła u boku wojsk rosyjskich.

Gazeta Polska w Moskwie ogłosiła pismo następujące:

Szanowny Redaktorze!

Przeżywamy, w chwili obecnej, czasy bardzo ciężkie, a zarazem niosące wskrzeszenie naszej drogiej Ojczyzny. Zapewne o tem myśli i nasze Kolo Polskie Dumy Państwowej.

Pozwolę sobie zaproponować następujący projekt: aby wszyscy żołnierze i oficerowie Polacy z całej armji rosyjskiej, zjednoczyli się w jednej wielkiej armji polskiej, która wraz z waleczną i dzielną armją rosyjską złamie naszych odwiecznych wrogów — Niemców. Pułki polskie, ramię w ramię, będą walczyły z pułkami rosyjskimi za naszą wspólną wolność i odbudowanie naszej drogiej Ojczyzny.

Gdyby się armja taka tworzyła — proszę mi zamieścić na liście wielkiej armji polskiej wraz z mym ordynansem, dragonem, Tadeuszem Maleckim.

Łączę wyrazy prawdziwego szacunku i poważania.

ALEKSANDER CIUNDZIEWICKI,

sztab-rotmistrz 19 pułku

dragonów Archangielsko-rodzkich.

Niby w odpowiedzi na to wezwanie, ukazał się w Kijowie numer pierwszy tygodnika wojkowego polskiego p. t. *Wiadomości Wojskowe*

i, na wstępie, rozwinął myśl utworzenia Armji polskiej ze wszystkich Polaków, znajdujących się w Armji rosyjskiej. « Wiadomości Wojskowe » piszą:

« Stoimy obecnie — pisze redakcja « Wiad Wojsk » — w obliczu wspólnego wroga całej Słowiańszczyzny. Od początku wojny robiliśmy usiłowania, aby zorganizować się do walki z Niemcami, stojąc po stronie Rosji i Koalicji antyniemieckiej. »

« Między innemi sprawami, zgłosiliśmy projekt sformowania armji polskiej, marząc o nowym Grunwaldzie wspólnie z armją rosyjską. Rząd carski zgodził się wreszcie na formowanie Legionów, w styczniu 1915 roku, lecz wpływy germanofilskich czynników w Rosji wykoślały rzecz zaczęta dobrze, dając świadectwo chwilejności swej w walce z prusactwem. »

« Do Rosji Wolnej my, polscy żołnierze, skierowaliśmy swe nadzieje... »

« W tej wielkiej wojnie wszechświatowej z militarystem i despotyzmem pruskim przysiegamy my, polscy żołnierze, że starego sztandaru polskiego « Za naszą i waszą wolność » nigdy nie zdradzimy... Tak nam nakazuje nasza tradycja historyczna, a zarazem wiara, że wolny naród rosyjski wyciągnie dłoń bratnią, by przez sformowanie armji polskiej ze wszystkich znajdujących się w wojsku Polaków stworzyć armję sprzymierzoną i dać trwałą podwalinę zjednoczonej i niepodległej Polsce. »

« Symbolem bratnich stosunków powinny stać się sztandary polskie 1831 roku, które, dane armji polskiej przez obecny rząd Wolnej Rosji, połączą jeszcze ściślej dwa narody w walce ze wspólnym wrogiem pod hasłem « Za naszą i waszą wolność. »

« Bracia Żołnierze! — kończy redakcja, sztandar Wolności, tak ukochany przez nas, wręczony przez generała Bylewskiego, spoczywa w rękach nowego Rządu. Od tego Rządu oczekujemy spiesznej decyzji sformowania wolnej armji polskiej, zwrócenia sztandarów z 1831 roku, by hasło « za naszą i waszą Wolność » obie bratnie armje zaprowadziły na pola Grunwaldu i wyzwoliły wszystkie narody Europy od militarysty i despotyzmu pruskiego. »

— Monarchja czy Rzeczpospolita.

Pod tym tytułem sławetny « Kraj », wydawany w Lesznie za pieniądze niemieckie sławetnego pana Drukarni-Lubeckiego, zamieszcza następującą relację z Warszawy:

« Na tem temat toczyła się onegdaj dyskusja w Klubie Ligi Państwowości Polskiej. Referował znany pisarz i działacz polityczny, p. Ludwik Kulczycki. Wykazawszy, że Polsce potrzebny jest silny, jednolity rząd, któryby mógł uleczyć nas z wad niewoli, oraz demokratyczny ustroj, sprzyjający pełnemu rozwojowi sił narodowych, prelegent na szeregu faktów uwydatnił, że najlepiej tym zadaniom odpowie monarchja konstytucyjna. Zbił on komunały, przypisujące ustrojowi republikańskiemu większy demokratyzm i rozprasał uprzedzenia do monarchji konstytucyjnej. Dwie największe republiki świata: Francja i Stany Zjednoczone Ameryki północnej są państwami, w których rządzi wszechwładnie kapitał, to też warstwy pracujące nie znajdują tam ani należytej ochrony prawnej, ani wolności walki ekonomicznej, ani ubezpieczeń, które daleko wyżej rozwinięte są w monarchjach, jak Anglja i Niemcy. Dalej mówca wykazywał dobroczynny wpływ korony w walce i utrwaleniu niepodległości narodowej (Zjednoczenie Niemiec i Włoch) oraz w regulowaniu zatargów wewnętrznych na tle politycznym lub społecznym (Anglja, Austro-Węgry). W zakończeniu prelegent konkluduje, że specjalnie dla naszych stosunków w chwili obecnej oraz ze względu na nasze własności psychiczne, odpowiedniejszą formą ustroju państwowego byłaby monarchja konstytucyjna. Ciekawo, zawierający wiele materiału z dziedziny nauk państwowych i historycznych, wypowiadany z dużą siłą przekonania referat p. Kulczyckiego przyjęty był przez licznych słuchaczy bardzo życzliwie. Uzupełniając wywody prelegenta w niektórych punktach i dorzucając kilka nowych argumentów, przemawiali nadto pp. Iza Moszczeńska, Gustaw Simon, Józef Dąbrowski i Wacław Komarnicki. »

Innemi słowy, p. Ludwik Kulczycki, anarchista i pionier zasad anarchizmu, razem z p. Izą Moszczeńską, apostołką do niedawna nowych prądów i kierunków politycznych i społecznych, podali obie ręce p. Lubeckiemu, byle bronić zasady « monarchizmu », alias kandydatury na tron polski całego pokolenia, mniej lub więcej robaczywych pludrów...

Jeżeli kto o « własnościach psychicznych » pp. Kulczyckiego, Moszczeńskiej, Lubeckiego i im podobnych nie ma dostatecznego pojęcia, niech uważnie przeczyta się w podany wyżej ustęp « Kraju ».

WOJTEK DRUZGAŁA

(Z notatnika wojennego).

Ogłoszenie niepodległości Polski przez obu sprzymierzonych cesarzy państw centralnych odbiło się głośnie echem w całej armji niemieckiej, walczącej na różnych frontach.

Sprawa tak doniosła wywołała wszędzie szereg gorących rozmów i sporów. To też w pulku landwery ze Śląska pruskiego, rozłożonym w okopach nad Sommą namłotnie dyskutowano i spierano się na ten temat.

Szczególnie dwaj landweryści — Wojtek Druzgała, górnik polski ze Śląska i Fryderyk Schmidt, Niemiec rodem z Brandenburga — obaj w czasie pokoju pracujący razem w jednej szachcie kopalni węgla w Królewskiej Hucie — zaprzyjaźnieni, mimo różnicy w poglądach na sprawy narodowe — brali gorący udział w dyskusji.

Żywej ich rozmowie przysłuchiwała się cała kompania.

Zwracając się do Druzgały, z odcieniem pewnej dumy odzywa się Fritz Schmidt.

« Also, lieber Wojtek », teraz już wiecie, za co nasz Kajzer każe krew przelewać! My walczyliśmy « fuer Polen — Freiheit! » dla niepodległości Polski! Teraz nie będziemy już śpiewać: « Deutschland ueber Alles! » — tylko « Freiheit ueber Alles! » i « Noch ist Polen nicht verloren! » Jeschtsche Polska nie zginie! »

« Czyście Frytz zwarjowali — przerywa mu Wojtek — że takie głupstwa gadacie. Chyba mówicie o « Freiheit — beczelności », ale nie o « Freiheit — wolności »... »

« Przecież my razem byli najpierw w Belgii — potem w Polsce — potem znowu w Serbii — potem we Francji, — potem znowu w Rumunii — a teraz napowrót hawok tu nad Sommą! Wszędzieśmy się bili w cudzych krajach i innym narodom wolność odbierali! Jakżeż to! To my w Belgii, Serbii, Rumunii odbieramy wolność, a Polsce mamy wolność zanosić? A nie pamiętacie to, jak w Polsce — chłopcy z kłonicami, a baby z widłami na nas się rzuciły, kiedyśmy im zboże i bydło rekwirowali? Ano, przecież nie jeden z nas, co im tę nieproszoną « wolność » zanosil — już sam wolności niema, bo w piasku przy drodze leży zakopany... »

« Ej, Wojtek — przerywa mu Fritz — « du verstehst nicht was ist die Politik »... Ty nie rozumiesz co to jest polityka. Właśnie nasz kajzer jest dobry i sprawiedliwy! On odbiera tylko wolność tym, którzy ją już mieli — a daje wolność tym, którzy jej nie mają. « Und das ist Recht! » Niech każdy pokosztuje jednego i drugiego. Jak pozna, co to jest pruska niewola, to dopiero potem mu wolność będzie smakować! No jo! Kajzer chce, aby każdy miał rozmaitość! Variété! Rozumiecie! »

« A no jużci, że rozumiem — odpowiada Wojtek. Warjaty! To prawda! Trzeba być naprawdę warjatem, aby to tak wszystko urządzać. Ale ponieważ mówicie, że jest to sprawiedliwe, aby odbierać wolność tym co ją mieli — to może na ten przykład w jednym wypadku macie Fritz « recht! » »

« Wy, Prusaki, mieliście wolność przez lat 50 to ja wam Kajzer także odbiera... W całych Prusach skarżą się wszyscy na straszny ucisk. Niezależne pisma pozamykane, najlepšíby watele w więzieniach, wszędzie rządzi policja i ostra cenzura — na każdym kroku przymus i niewola! A do tego, jak samiście mówili, co piszą wam z domu — że głód i straszna bieda — słowem coraz gorzej, gorzej... A wiecie Fritz, że mi się to podoba! Niech Śwaby i Prusaki poznajom również, co to niewola! I niech leją krew za wolność innych narodów. A niechaj! »

« A czy wy wiecie — Fritz — że w Rosji jest sto różnych narodów, że jak Kajzer będzie taki łaskawy dla wszystkich — jak dla nas Polaków — to wy psiajuchy, Szwaby, przelewać będziecie musieli krew waszą przynajmniej chyba ze sto lat! Oj biedne szlachetne Prusaki — drogo was będzie kosztować « Freiheit fuer Alle ».

Słyszając te proste słowa polskiego chłopca — Fritz Schmidt jakgdyby przebudził się ze snu hipnotycznego — oprzytomniał i krzyknął: « Ach! Lieber Gott! Co to wszystko znaczy? Co to jest? My, Prusacy, doprawdy od lat dwóch walczyliśmy dla cudzych interesów. W zeszłym roku urato-

waliśmy Austrię od pogromu, jaki rozpoczęli Rosjanie w Galicji i w Karpatach, potem znowu w interesie Austriaków podbiliśmy Serbję — wreszcie dla interesów węgierskich walczyliśmy krwawo w Rumunii — a jak się pokazuje obecnie — dla interesów polskich walczymy z Rosją! A u nas, w domu, nie ma co jeść! Kobiety i dzieci nasze przymierają głodem — nasi posłowie niezależni socjaliści w więzieniach — nasze niezależne pisma robotnicze pozamykane — w kraju u nas głód, rozpacz i niewola junkrów i policji... A my tu, na ziemi francuskiej, i po co?... Czy odbierać wolność, czy ją dawać? «Lieber Gott! Das alles ist ungläublich!»

Z wielką wściekłością gryzie wargi. Francuzi są przecież wolnym narodem! A gdzie nasza niemiecka wolność! Kto i kiedy za nią walczyć będzie!

Po pauzie krótkiej — z wściekłością niepohamowaną: «Ach! Alles ist wirklich lauter Zirkus oder Panopticum!» Kajzer z nas, żołnierzy, naprawdę robi pajaców krwawych, którzy sami nie wiedzą o co walczyć! «Jessas! Das ist furchtbar!» Z rozpaczą i ze łzami siada z westchnieniem szczerem i głębokim. Tyle ofiar! «So viel Opfer! Und kein Ausgang! Keine Ende! Armes Deutschland!»

— A ja ci mówię — Fritzu, że i dla was Niemców jest jeszcze ratunek i wy jeszcze możecie być wolni... — przerywa mu z głęboką wiarą w swe słowa Wojtek Druzgala!

— Słuchaj ino, śwabska pało! Jeżeli nie jesteś głupią pruską maszyną, ale człowiekiem prawdziwym, w którym płynie krew zdrowa, a nie zakazana przez waszych junkrów, igdy ci chodzi naprawdę o wolność, to słuchaj uważnie — a potem zrób, co ci powiem! Musisz jednak mieć choć trochę fantazji, jaką ma każdy Polak na świecie — i umieć się zdecydować na krok stanowczy i nie dać się za nos wodzić — jak zwykły baran ze stada.

— Ot tam — w tych francuskich okopach na przeciwko jest dla nas i dla was wybawienie!

Na świecie jest naprawdę jeden naród, co nadewszystko kocha wolność — i pragnie jej nie tylko dla siebie, ale i dla drugich.

— To Francja!

Strzelać do Francuzów, to znaczy strzelać do obrońców prawdziwej wolności! Rzuć karabin i krzyknij wraz ze mną.

«Wiw la France! wiv la liberte!» — i chodźwa się oddać do niewoli!

..

Kompania landwery pruskiej, stojąca w czołowych okopach nad Sommą, która się tej rozmowie przysłuchiwała — po chwili osłupienia i milczenia, rzuciwszy karabiny po komenda Wojtki Druzgala, przeszła do okopów na przeciwko i oddała się Francuzom do niewoli.

A w dniu 11 listopada z. r. w urzędowym komunikacie czytaliśmy krótką wiadomość, że w nocy 200 Niemców oddało się do niewoli.

W taki sposób ogłoszenie o niepodległości Polski odbiło się wszeregach wojsk niemieckich, walczących we Francji.

(Dziennik Związkowy).

— Wybory miejskie w Królestwie Polskim.

«Nowy Kurjer Łódzki» podaje następujący obraz wyniku wyborów do Rad miejskich w okupacji niemieckiej Królestwa Polskiego:

W Częstochowie, postawił komitet polski, po porozumieniu się ze zjednoczonym komitetem żydowskim i komitetem handlowców, wspólną listę. Wybrano 18 Polaków, 8 Niemców i 9 żydów.

W Będzinie, nie przyszło do porozumienia między żydami i chrześcijanami. Z tego powodu do Rady weszło 24 żydów.

W Mławie wybrano 14 Polaków i 10 żydów.

W Łomży, chcieli żydzi, którzy obecnie stanowią dwie trzecie części całej ludności oddać 14 miejsc Polakom z tym wszelako warunkiem, że sami oznaczają polskich kandydatów. Ten warunek odrzucili Polacy, poczem wybrano 12 Polaków i 12 żydów.

W Warce wybrano, na zasadzie kompromisu, 2 Polaków, 2 Niemców i 2 żydów.

W Wyszogrodzie weszli do Rady miejskiej 2 Polacy i 2 żydzi.

W Lublieni (na Kujawach) Rada gminna składa się z 6 żydów.

W Kowalu (Kujawy) wybrano 3 Polaków i 6 żydów.

W Goniądzu (gub. łomżyńska) wybrano 4 Polaków i 2 żydów.

W Sieradzu i Piasecznie, weszło do Rad gminnych po 6 Polaków i 3 żydów.

W Szydłowcu, wybrano wprawdzie 12 Polaków i 12 żydów, ale okazało się później, że z pomiędzy wybranych żydów, czterech nie mówi po polsku, tak, że w ich miejsce musiano wybrać dalszych czterech Polaków. Rada miejska składać się więc będzie z 16 Polaków i 8 żydów.

W Tykocinie wybrano 3 Polaków i 3 żydów.

W Brześciu Kujawskim 6 Polaków i 3 żydów.

W Zdunskiej Woli Rada składać się będzie z 6 Polaków, 4 Niemców i 8 żydów.

W Sieradzu, wybrano 12 Polaków i 6 żydów.

W Kocku 4 Polaków i 5 żydów.

W Nowem Mieście 3 Polaków i 6 żydów.

W Mińsku Mazowieckim 4 Polaków i 8 żydów.

W Białymostku 3 Polaków i 6 żydów.

PIELGRZYMKA DO MONTMORENCY

Oto kilka ostatnich, dodatkowych szczegółów.

Prosimy wszystkich uczestników Pielgrzymki, aby racyli przybyć na dworzec kolei północnej (Gard du Nord) o godzinie 9 rano, bez opóźnienia.

Nabożeństwo w kościele, w Montmorency, rozpocznie się punktualnie o godzinie 10 i pół zrana.

Msze św. odprawi ksiądz Jan Więckowski, celebrować będzie ks. prałat Postawka, pień religijne wykonają artyści opery pp: Szczepkowska-Mirska i Kardec-Kleczkowski oraz działwa Zakładu św. Kazimierza. U organów zasiadzie p. Alfredo Amadei.

Udział przedstawicieli świata oficjalnego i wojskowego zapewniony.

Zdjęcia kinematograficzne wykona na miejscu firma Gaumont; zdjęcia pamiątkowe fotograficzne czynić będzie p. Demezy-Brzeski.

Pochód z Kościoła na cmentarz otworzą dzieci Zakładu św. Kazimierza.

Wszystkie panie proszone są o zgłoszenie się po nabożeństwie do jednego z Delegatów po wianki kwieciste: Panie winny atoli pilnować się osoby swego Delegata, aby na cmentarzu, po przemówieniach, wszystkie mogiły polskie zostały zarówno kwieciami ozdobione.

Delegaci będą mieli odznaki biało-amarantowe na kłapach, do nich wszyscy uczestnicy Pielgrzymki zwracać się winni.

Mów na cmentarzu będzie trzy.

Przemówień, podczas posiłku zapisano ogółem jedenaście.

Prosimy wszystkich Rodaków, aby racyli się łaskawie do ładu i ordynku zastosować, ileż ani Przewodniczący ani Delegaci odeń odstąpić nie będą mogli.

Osób do wspólnych stołów zasiadzie w Hotelu de France dwieście kilkadziesiąt.

Niestety, nikt więcej już dopuszczonym nie będzie, z braku jedzenia i miejsca...

Podczas śniadania, wykonane będą Hymny Narodowe Polski i Francuski.

Znany artysta-spiewak, p. Alfred Lubelski, wykona nadto szereg pieśni rodzajowych polskich.

Mer Montmorency, wskutek ciężkiej choroby swej Małżonki, będzie mógł asystować jedynie podczas uroczystości na cmentarzu...

Gdy te słowa kreśliły... nadchodzą dalej dziesiątki zgłoszeń i zapowiedzi oficjalnej asysty.

Pomimo najszczerzejszych chęci, zamykamy listę ostatecznie i nieodwołalnie.

Oczywiście, liczba osób, które wziąć mogą udział w nabożeństwie i w ceremonii na cmentarzu jest nieograniczona.

— Straty w ruchu ludności w lubelskim.

«Głos Lub» ogłasza nader interesujące zestawienie dat statystycznych o ruchu ludności w lubelskim w czasie wojny. Przytaczamy stamtąd następujące dane:

Statystyka strat opiera się na materiałach, zebranych przez konsystorz lubelski. Przedewszystkiem widzimy raptowne zmniejszenie się z roku na rok liczby urodzonych. Dane, dostarczone przez duchowieństwo, wykazują, że w całej gubernji lubelskiej w latach 1912—14 było urodzeń 34.257 zaś w 1915 r. 27.290. Suma urodzeń więc zmniejszyła się o 22,2 proc.

Niezależnie od zmniejszenia urodzeń powiększyła się śmiertelność na całej przestrzeni gubernji lubelskiej. W obrębie gubernji umarło w 1912—14 r. — 20.325, zaś w 1915 r. 30.088. Liczba zgonów powiększyła się więc o 48,0 proc.

W ciągu 1915 r., ogólna liczba narodzonych katolików zmniejszyła się o 6.967 głów czyli o 20,3 proc. Zmniejszenie to nie pochodzi bynajmniej z przyczyny ewakuacji; jakkolwiek ewakuacja ta dotknęła silnie gubernję lubelską, to jednakże odbiła się ona głównie na ludności prawosławnej, tu zaś obliczono tylko ludność katolicką. Natomiast liczba zgonów wśród tej ludności wzrosła o 48 proc.

Opierając się na danych, dostarczonych przez miejscowe duchowieństwo, opuściło kraj wskutek ewakuacji w stosunku proc. do całej ludności w całej gubernji Polaków 4,7 proc.; Rusinów kat. 1,7 proc., prawosławnych 88,3 proc.

Różnica w uchodźstwie tych dwóch narodowości jest zdumiewająca. Ponieważ nacisk władz rosyjskich na uchodźstwo był jednak — bez względu na jej wyznaczenie i narodowość, przeto w tej różnicy liczby uchodźców Polaków i Rusinów upatrywać trzeba coś więcej, niż przypadek może za próbiez niejako przywiązania do ziemi, którą jedni i drudzy uważają za swoją ojczyznę.

NEKROLOGJA

† W Wiedniu, zmarł nagle, na aneurizm serca, artysta-malarz Zygmunt Ajdukiewicz, młodszy brat zmarłego w roku ubiegłym artysty-malarza, Tadeusza Ajdukiewicza.

Ś p. Zygmunt Ajdukiewicz, urodzony w Galicji, w Witkowicach w roku 1861, kształcił się w Akademii wiedeńskiej i monachijskiej, poczem zamieszkał na stałe w Monachium, gdzie wkrótce zdobył rozgłos jako malarz rodzajowy. Liczne obrazy kompozycyjne osnuwał on także na tematach historyczno-rodzajowych. Z obrazów jego najcenniejszymi były: «Oddanie do konwiktów», «U rejenta», «Stary sługa», «Powrót z jarmarku», «Pachciarz» i t. d. Z krajem utrzymywał ś p. Ajdukiewicz bardzo rzadkie stosunki, stąd też nazwisko jego było u nas mniej znane, niż jego zmarłego brata, Tadeusza.

† Antoni Wyspiański, uczestnik powstania 1863 roku w oddziałach Czachowskiego i Wali-górskiego, emerytowany kontrolor pocztowy, zmarł dnia 23 b. m. w Krakowie. Zmarły był stryjcem poety ś. p. Stanisława Wyspiańskiego.

† W dniu pierwszym maja, zmarł w Warszawie, wskutek ataku sercowego, znakomity uczony i pisarz, Dr. Julian Ochorowicz. Nauka polska traci w zmarłym zasłużonego pracownika na polu psychologii doświadczalnej w zastosowaniu do medycyny. Ś. p. Julian Ochorowicz zmarł w 67 roku życia.

† W Piotrogradzie, zmarł nagle w lokalu redakcji «Dziennika Piotrogradzkiego», Brunon Ogulewicz, wydawca i główny właściciel pomienionego czasopisma. Ś. p. Ogulewicz był właścicielem kopalni ropy na Kaukazie i rozporządzał dużym majątkiem. Do działalności polityczno-wydawniczej zabrał się był bardzo niedawno. Kilka instytucji polskich zawdzięcza ś. p. Ogulewiczowi dość znaczne dary. Zmarł w 65 roku życia.

† W Warszawie, zmarł wybitny literat i publicysta, Karol Łaganowski. Urodzony w roku 1857, ukończył wydział prawny przy uniwersytecie warszawskim, w roku 1882, i odrazu poświęcił się dziennikarstwu. Pracował w ówczesnych «Nowinach», poczem przeszedł do «Kurjera Codziennego», a następnie objął obowiązki sekretarza w «Kurjerze Warszawskim». Po przeniesieniu się do Łodzi, został tam adwokatem przysięgłym, lecz nie porzucił zajęć publicznych.

Z Łodzi przeniósł się znowu do Warszawy, aby tu objąć współkierownictwo «Gońca». Tutaj też do końca pracował, prowadząc sekretariat, oraz różne działy literackie.

† «Kurjer Warszawski» donosi: W dniu 14 kwietnia zmarł tutaj dr. Ludwik Zamenhof, znany szeroko poza granicami kraju, jako twórca międzynarodowego języka esperanto.

Urodzony w Białymstoku, w roku 1859, dr. Zamenhofa już na ławie gimnazjalnej zaprzątała myśl wytworzenia języka międzynarodowego, któryby mógł służyć światu całemu za środek do ogólnego porozumienia się. Studując następnie medycynę na uniwersytecie warszawskim, który ukończył w roku 1884, dr. Ludwik Zamenhof cały swój czas, wolny od zajęć lekarskich poświęcał pracy nad ukształtowaniem nowego języka. Dopiero wszakże w roku 1887 ogłosił swój «Podręcznik kompletny języka międzynarodowego» w czterech językach: polskim, francuskim, niemieckim i rosyjskim. Język ten, któremu twórca, jego dr. Zamenhof, od pseudonimu swego pisarskiego, nadał nazwę «esperanto», opierający się na lingwistycznych pierwiastkach

romańskich i germańskich zyskał sobie żywe uznanie w sferach zwolenników języka między-narodowego całej kuli ziemskiej. Niewątpliwie «esperanto», owoc całozyciowej działalności dr L. Zamenhofs, odniosło walne zwycięstwo nad licznymi próbami poprzedniami wytworzenia podobnego języka.

Jako lekarz, dr Ludwik Zamenhof poświęcił się praktyce okulistycznej w Warszawie, gdzie spędził znaczną część życia.

† We Lwowie, zmarł s. p. Adolf Kiczman, były artysta i reżyser sceny lwowskiej, w 62 roku życia. Zmarły należał w swoim czasie do znanych aktorów lwowskich i cieszył się wielką popularnością. Wstąpił na scenę w roku 1873 i od tego czasu pracował nieprzerwanie w teatrze Skarbowski aż do jego zamknięcia; występował głównie w wodewilach, operetkach, a także i w operach. Przez długi czas był reżyserem operetki lwowskiej. S. p. Kiczman zdobył sobie rozgłos utworami humorystycznymi, zamieszczanymi głównie w «Smigusie». Ponadto był zmarły czynnym, jako tłumacz, głównie operetek i oper. Przetłumaczył on z górą sto tekstów operowych i operetkowych i aż do ostatniej chwili pracował na tem polu, zasilając przekładami swemi scenę lwowską i warszawską. S. p. Kiczman umarł na zapalenie płuc.

CMENTARZ W MONTMORENCY

Pamięci uczestników Pielgrzymki jutrzejszej przypominamy niektóre nazwiska tych znakomitych Polaków, których prochy spoczywają na cmentarzu w Montmorency.

Generałów polskich jest sześć:

Kniaźewicz, Franciszek książę Giedroyc, Dembiński Henryk, Władysław hr. Zamoyski, Ludwik hr. Bystrzanowski i Feliks Breański.

Pomiędzy tymi generałami są, którzy walczyli pod Kościuszką, odbyli wszystkie kampanie epoki napoleońskiej, bitwy roku 1830-31 i kampanie węgierską roku 1848-49.

Oficerów i żołnierzy polskich jest gromada liczna, a pośród niej:

Juljusz hr. Ostrowski, kapitan, — Karol hr. Brzostowski, — Karol Chobrzyński, — Wiktor Ostrowski, — Jan Sawicki, kapitan, — Dionizy Masłowski, pułkownik, — Wincenty Nieczuja Wierzbicki, pułkownik — Dr. Kazimierz Szwykowski,

Jan Rayski, Robert Sienkiewicz, pułkownik i gromada cała uczestników rewolucji roku 1830 i powstania roku 1863.

Pisarzy polskich i poetów jest około dziesięciu a mianowicie:

Ursyn-Niemcewicz, adjutant Kościuszki, Zygmunt Kaczkowski, znakomity powieściopisarz, Hipolit Błotnicki, żołnierz i poeta; — Karol Sienkiewicz, historyk, — Cyprjan Norwid, — Seweryna Duchńska, — Eustachy Januszkiewicz, Stryjeński, — Szczepan J. Chamiec, żołnierz i poeta, Wrotnowski i Chodźko.

Artystów polskich:

Wojciech Sowiński, Cyprjan Godebski, Józef Szerementowski, Zygmunt Michalski-Myrton, Aleksander Rycerski, Władysław Niewiarowicz, Oleszczyński Antoni.

Mężów stanu:

Michał Hube, referendarz stanu, — Stanisław Barzykowski, poseł, członek Rządu Narodowego, — Władysław Ordega, — Adam Stenkiewicz, ambasador francuski w Japonii, — Eugenjusz Podhajski, konsul francuski i w. innych.

Wybitniejsze grobowce:

Mickiewiczów, w grobowcu tym spoczywały zwłoki Adama Mickiewicza do 28 czerwca 1890; — Borchów, Białopiotrowiczów, Kołupajów, Giedroyciów, Wielogłowski, Aleksandra Orłowskiego, Goreckich, Sienkiewiczów, Gasztowttów, Zamoyskich, Suzinów, Krzyżanowskich, Zukowskich, Mireckich, Gorkowskich, Kossilowskich, Jurjewiczów, Majewskich, Zaleskich, Babińskich, Rustejki, Stodolickiewiczów, Księży Zmartwychwstańców, Stadnickich, Tańskich, Zbyszewskich, Jesiotrzyńskich, Delfiny Potockiej, Kludji Potockiej, Świejkowskich, Hordliczków, Brochockich, Rudnickich, Kozakiewiczów, Ostrowskich, Jełowickiego, Dobrzyckich, Stodolickiewiczów, Skarbów, Siemaszków, Chwalibogów, Stryjeńskich, Strzembosza Władysława, i. t. d.

— Przeciwno demoralizacji.

Na porządek dzienny warszawskiej rady miejskiej wpłynęły następujące wnioski nagłe:

«Rada miejska raczy uchwalić: Powołuje się komisję specjalną, która zajmie się rozważaniem środków, zmierzających do usunięcia z kinematografów tzw. kabaretów i variétés pokazów i widowisk o treści sensacyjno-kryminalnej i pornograficznej. Komisja będzie się składała z 3 członków i zda sprawę ze swych czynności na najbliższym zwyczajnym posiedzeniu rady».

Wniosek podpisali radni pp.: B. Koskowski, J. Heurich, W. Piechowski, A. Rosset, C. Fabiani, Ilski i kilkunastu innych.

Inna grupa radnych zgłosiła interpelację treści następującej:

«Wobec coraz więcej szerzącej się pornografii w kinematografach, teatrzykach i kabaretach restauracyjnych, które w najwyższym stopniu obniżają poziom kulturalny Warszawy, oraz nadzwyczaj demoralizującą wpływają na młodzież warszawską i wobec tego, iż demoralizujący wpływ «uprzywilejowanych» tego rodzaju zakładów śródmieścia rozszerza się na widowską i zabawy, mające charakter ludowy, a gdzie repertuar pedagogiczny winien być przestrzegany, zapytujemy:

1) Co zamierza uczynić magistrat, aby tego rodzaju ujemny wpływ szerzonej pornografii zatamować?

2) Czy i jakie rozporządzenia w tej sprawie wydał magistrat milicji miejskiej?»

Wreszcie wpłynęła zbiorowa petycja związków i stowarzyszeń kobiecych treści następującej:

«Pomiędzy okropnościami, które spowodowała na nas wojna, nie najmniejszą jest wielkie zdemoralizowanie ludności. Nędza jest złym doradcą — wciąż w otleń występuje wiele młodzieży, którą rozumna pomoc i opieka mogłyby powstrzymać nad przepaścią. Trzeba jednak zwrócić baczność na ogniska, które ten występek popierają i dają do niego podniecie. Takimi ogniskami są, niestety, małe teatrzyki i kinematografy.

Jako Polki, którym dobro i przyszłość ojczyzny leży na sercu, widząc tę przyszłość w wychowaniu znacznej i moralnej młodzieży, zwracamy się do Rady z prośbą o położenie tamy zgorzeniu, szerzonemu za pomocą tych teatrzyków. Zgorzenie jest publiczne, gdyż w sąsiedztwie tych lokali, tak uczęszczane ulice jak Nowy Świat i Marszałkowska, są widownią ohydnych targów i schadzek; ten widok dla podniecone widowskimi młodzieży jest prawdziwą trucizną.

Prosimy przeto świetną Radę m. stoł. Warszawy o zajęcie się tą sprawą i o ściśle nadzór w przestrzeganiu przepisów zarządu miasta w tym kierunku.

O jaknajszysze uwzględnienie tej petycji proszą: Spółalicyja dzieci Marii, stow. zjednoczonych ziemianek, klub wioślarek, stow. rękodzielniczek, «Dzwignia», związek katolicki kobiet polskich, koło mistrzyń przy warsz. cechu krawców, Tow. ochrony kobiet, koło członkin Tow. pracowników handlowych, koło kierowniczek szkół żeńskich, stow. sług katolickich».

Wszyscy roczni, półroczni i kwartalni prenumeratorki **POLONII**, abonament których skończył się z dniem pierwszym maja, proszeni są o wniesienie zawczasu przedpłaty, a to celem uniknięcia przerwy w odbieraniu naszego czasopisma.

— Książę Drucki-Lubecki wystąpił z Koła Polskiego.

«Kurjer Pozn.» z d. 15. bm. pisze: Jak nam donoszą z Berlina, zajmowało się Koło polskie sejmowe atakami «Kraju» przeciwko polskim reprezentacjom poselskim. Jak w Kole parlamentarnym akcja zwracała się przeciwko postowi Dombkowi, jako naczelnemu redaktorowi «Kraju», tak Koło sejmowe pociągnęło do odpowiedzialności członka swego z Izby panów, ks. Druckiego-Lubeckiego, jako wydawcę «Kraju». Ks. Drucki-Lubecki wyraził ubolewanie z powodu zarzutów o «masonerię» i formy niektórych artykułów «Kraju», odmówił jednak Kołu prawa sążenia działalności jego prywatnej, jako wydawcy, i nie chciał zgodzić się na żądane oświadczenie. W następstwie tego książę Drucki-Lubecki wystąpił z Koła.

— Tarnów.

Przez cały miesiąc marzec aż do początku kwietnia urzędowały w powiecie tarnowskim, z rozporządzenia ministerjum, komisje rewizyjne do wykupu zboża. Ogółem w powiecie oprócz miasta urzędowało 27 komisji. Według instrukcji, komisarze pozostawiali na głowę 8 i pół kg. ziarna na miesiąc do 15 sierpnia, 25 kg. ziemniaków miesięcznie na głowę do 15 września, pół kilograma owsa dziennie na konia, 150 kg. ziemniaków na każdą sztukę nierogacizny i t. d., na zasiew zaś pozostawiali 120 kg. ziarna na mórg, licząc z tego 10 proc. owsa i jęczmienia niezależnie od tego, czy ilość owsa i jęczmienia, przeznaczanego na zasiew była wystarczająca. Ziemniaków do sadzenia zostawiano 14 metrów na mórg. Obecnie komisje skończyły już swoje czynności. Na podstawie naocznych i szczegółowych oględzin można śmiało i stanowczo stwierdzić, że powiat tarnowski nie obfituje w zapasy żywności, że przeważnie ludność wiejska w połowie lub przynajmniej w 40 procentach pozbawiona jest ziarna nie tylko na zasiew, lecz, co gorsza, na wyżywienie, i jeżeli jest jakaś skromna nadwyżka, to zaledwie wystarczy dla tych, którzy nie posiadają żadnych zapasów.

Niezależnie od przymusowego wykupu zboża, owoców strączkowych i ziemniaków, starostwo tutejsze nakazało dostawić gminom powiatu tarnowskiego pewien ściśle określony kontyngent ziemniaków.

KRONIKA PARYSKA

— W sprawie kart legitymacyjnych.

Zwracamy uwagę, iż, w myśl danych poleceń, wszyscy Polacy winni być, bez względu na zabór, z którego pochodzą, zapisywani, jako Polacy.

Wobec powyższego polecenia, wszyscy Rodacy mają obowiązek i prawo upominania się, aby nie zapisywano ich, jako Niemców, Austriaków lub Rosjan.

— Zatwierdzenie Komitetu Rannych.

Journal Officiel z dnia 24 kwietnia, numer 111, strona 3250, ogłasza zatwierdzenie, w nowym porządku prawnym, Komitetu Rannych Polaków Armji Francuskiej (Comité de secours aux blessés polonais de l'Armée française).

Zatwierdzenie to, w myśl prawa z dnia 30 maja 1916 roku i dekretu z dnia 18 września 1916 roku, upoważnia Komitet Rannych do odwoływania się do ofiarności publicznej.

— Przypominamy.

Ze jutro, w niedzielę, o godzinie 4 po południu, w Montmorency, na cmentarzu miejscowym, odbędzie się poświęcenie pomnika s. p. J. S. Chamca, patrioty, żołnierza i poety polskiego.

Na uroczystości przemawiać będzie profesor Wacław Gasztowtt.

— Pielgrzymka do Montmorency.

Jutro, w niedzielę, dnia 20 maja, Pielgrzymka do Montmorency.

Wszyscy wezmą w niej udział.

Wszyscy, co do jednego, Polacy, których wyjątkowo ciężkie turbacje nie zatrzymują, stawiają się, aby się złączyć w oddaniu hołdu Bojownikom Zjednoczonej i Niepodległej a Poległym pod sztandarami Francji Rodakom.

Do jutra!

Nie namyślajcie się, stawcie się, jako przystało, bez względu na różnice przekonań, bo te różnice, w danym razie, istnieć nie mogą!

— W Towarzystwie Artystów Polskich.

W niedzielę, dnia 20 maja, o godzinie 4 i pół po południu, referat p. Szklarskiego «Stosunek społeczeństwa do Artystów». Po referacie dyskusja.

Wystawę rysunków dziatwy polskiej zwieźć można, po raz ostatni, w niedzielę, dnia 20 maja, od godziny 2 i pół do 4 po południu.

W niedzielę, dnia 27 maja, o godzinie 2 i pół po południu, Walne Zgromadzenie Członków Towarzystwa Artystów Polskich z porządkiem dziennym: 1) Sprawozdanie Zarządu, 2) Interpelacje 3) Wybory Nowego Zarządu i 4) Wolne wnioski.

Wrazie niedojścia do skutku Zebrania, następne Walne Zgromadzenie odbędzie się w niedzielę, dnia 3 czerwca, ważnem ono będzie bez względu na liczbę przybyłych.



Wiadomości Żołnierskie.

Dr. Witold Andrzej Mickaniewski (podporucznik) został mianowany porucznikiem (aide-major de 1^{re} classe).

Jan Chlebicki, Wolontariusz polski, w drodze z Oranu do Marsylii, znalazłszy się na statku Medjerda, storpedowanym w drodze, zdołał szczęśliwie na tratwie się uratować i przybył cały i zdrowo do Paryża. Według relacji Chlebickiego, trzech Polaków Żołnierzy zaginęło, z nich Władysław Dębicki z drugiego pułku legii z Saïdy.

Podporucznik, Mieczysław Rodzyński, Wolontariusz, Bajorczyk, został po raz ósmy wymieniony w rozkazie dziennym! Zaznaczamy przy tem, że podana przez nas za *Journal Officiel*, wiadomość o przeniesieniu podporucznika Rodzyńskiego do 43 pułku piechoty jest błędna. Mieczysław Rodzyński pozostaje nadal w 4 pułku żuawów.

Rembelski Roman, Wolontariusz, został po raz wtóry zreformowany i tym razem na numer pierwszy z małą emeryturą.

Nowości wydawnicze.

Nakładem Funduszu Wydawniczego wyszła, w starannej oprawie typograficznej, odbitka odczytu p. Lacour-Gayet, członka Instytutu, p. t. « Sur la Pologne ».

Nabywać ją można w Administracji « Polonii » po cenie 1 fr. za egzemplarz.

Uczestnicy Funduszu Wydawniczego otrzymają tę pracę bezpłatnie.

RÓŻNE

— Przeciw nędzy w Kailszu.

Na ostatniem posiedzeniu kaliskiej Rady miejskiej stawili radni żydzi następujący nagły wniosek:

Wobec zdarzających się wypadków śmierci głodowej, powiększających się obecnymi warunkami, żądają niżej podpisani członkowie R. M. natychmiastowego wyboru komisji dla zbadania stanu aprowizacyjnego miasta Kailsza. Wniosek uzasadniał radny Zander, tłumacząc, że w komitetach zabrakło kartofli i dla tego potrzebna jest osobna komisja która by ewentualnie wogóle brakowi pożywienia zaradzić mogła.

— Ograniczenie objętości pism.

W sobotę, dnia 17 b. m., u kapitana Fischera odbyło się zebranie przedstawicieli dzienników warszawskich. Kapitan Fischer z polecenia niemieckiego ministerjum spraw wewnętrznych zażądał od wydawców ograniczenia objętości dzienników. Przyczyną tych żądań jest poważny brak papieru, w Niemczech i niemożność pokrycia zapotrzebowania w okupacji niemieckiej. Przedstawiciele prasy zapowiedzieli zaprowa. dzenie pewnych ograniczeń w wydawnictwach.

— « Zbrodnie » Krakowskie.

W tych dniach w cukierni przy ulicy Czarnowiejskiej, należącej do pp. Ludwika Szafranieckiego i Marii Hechtowej, policja krakowska skonfiskowała tajne zapasy maki, które służyły do niedozwolonego wypiekania miodowników. Sporządzano je porą nocną w piekarni Florjana Woźniaka przy tej samej ulicy. Policja skonfiskowała 14.500 ciast, sprzedawanych po 24 hal. za sztukę, 8 worków maki żytniej, trzy worki maki pszennej (mulk), dwa worki kakao i jeden worek maku. Prócz tego w szopie pod węglami znaleziono 1.600 kilogramów cukru w głowach, oraz pięć paczek cukru po 50 kilogramów.

Skonfiskowane zapasy przewieziono do gmachu policyjnego przy ulicy Żacisz na dwóch wozach. Przeciwno właścicielom tych zapasów wdrożono bieżące postępowanie sądowo-karne.

— Lemberger Tageszeitung.

Pisma lwowskie donoszą: P. t. *Lemberger Tageszeitung* rozpocznie wychodzić w Lwowie pismo codzienne, wywołane chwilową wojenną

potrzebą. Celem jego jest dawanie informacji niemieckim osobom wojskowym, bawiącym obecnie we Lwowie. Pismo drukować się będzie w drukarni « Słowa Polskiego », zajętej obecnie przez komendę 2 armii. Do redakcji pisma należą korespondenci wojenni, bawiący chwilowo we Lwowie. Pierwszy numer ukaże się w tych dniach, a wydawnictwo ukazywać się będzie tak długo, dopóki tego będą wymagały stosunki wojenne.

— Kartofle w Królestwie.

Dz. narodowy donosi: Z najzupełniej wiarygodnego źródła dowiadujemy się, że generał-guber. w Lublinie rozesało do wszystkich podwładnych sobie komend obwodowych polecenie, pozostawienia każdemu producentowi potrzebnej do obsadzenia zwykłej przestrzeni ilości kartofli, licząc po 12 q. na morgę i po półtora q. na głowę w każdej rodzinie.

— Reorganizacja « Głosu Stolicy ».

« Nowa Reforma » z dnia 1 kwietnia donosi, iż dziennik warszawski « Głos Stolicy », organ tymczasowej Rady stanu, został przemianowany na « Głos », przyczem kierownictwo jego obejmie p. Jan Kucharzewski, stawiając sobie za program « powołanie pod broń armii polskiej », alias przymusową mobilizację Królestwa! Współpracownikami najbliższymi p. K. będą pp.: Waser, Giełżyński i Zagórski. Wiadomość ta decyduje całkowicie o rzekomym neutralnym stanowisku p. Kucharzewskiego, który, w Szwajcarii, uchodził za wyraziciela tej trzeciej, pozaobozowej opinii. Z naszej strony, wolimy p. Kucharzewskiego w tej zdecydowanej sprawie niż w mglistych szatach półsłówek i niedomówień.

ODPOWIEDZI REDAKCJI

Panu Parylewiczowi. Przeczytaliśmy ze wzruszeniem Jego pismo. Ufamy, iż niebawem będziemy mogli uczynić co należy i dla Rodaków, w Jego będących położeniu.

Panu J. Ksińskiemu. Ma SzPan rację i my tak a nie inaczej kwestję pojmujemy zasadniczo, choć zasadniczo nie możemy na zapytanie bezwzględnie inaczej odpowiadać, jak w powołanym wypadku. Powołanie takie niewątpliwie nastąpi. W tej chwili czynią się starania, aby i to zagadnienie pomyślnie rozwiązać. O ile wszakże ktoś, jak w przytoczonym razie, traktuje zagadnienie z punktu prawnopañstwowego, dla tego nie ma innej odpowiedzi. Jegomości temu szło właśnie o wypełnienie obowiązków tych trzecich, tych, z punktu moralnego, nie istniejących dzisiaj. Volenti non fit injuria.

Panu Ar. St. Radzimy udać się wprost do p. Almy Tademy w Londynie. Może ona dostarczyć Mu dokładnych informacji co do owego pana, udającego zapalczywie działacza i nie myślącego okiełzać swych zapędów. Cieszył się on nad Tamizą zdecydowaną opinią, usuwającą wszelkie wątpliwości.

Pani Helenie R. Jak czynić? Przedewszystkiem upominać się o zaznaczenie narodowości polskiej, wrazie odmowy nie przyjmować papieru i apelować po sprawiedliwość do władzy wyższej. Jeżeli tak wszyscy Polacy uczynią, ustanie natychmiast wszelkie nieporozumienie.

NICEA dostatnio umeblowane pokoje z całodziennym utrzymaniem; parter, centralne ogrzewanie, kapiel, ogród, strona południowa, dom polski, opieka w razie zyczenia. Po 6 fr., 7 fr., i 9 fr. dziennie, wszystko. Zgłaszać się do p. Zofji Detloff, 47, rue de la Buffa, Nice.

MANUFACTURE DE CASQUETTES

et

CHAPEAUX PIQUÉS
en tous genres

SPALTER

10, rue de Thorigny, 10. — Paris

PIOTR FALIŃSKI

TAILLEUR POUR DAMES

18, rue La Bruyère — PARIS-IX^e

VITTEL

GRANDE SOURCE

poleca się cierpiącym na:
ARTRETYZM — SKLEROZE
REUMATYZM — PODAGRĘ

Książki polskie, nowe i używane, różnej treści nabywa Administracja « Polonii ».

Bronzy do oświetlenia elektrycznego
GAZOWE LAMPY — INSTALACJE

A. BOUILLON

112, Boulevard de Belleville, 112 — PARIS

BIENEFELD JACQUES

KUPEJE: PERLY, — DROGIE KAMIEŃ
— BIŻUTERIE OKAZYJNE —

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph: CENTRAL, 90-10

MADRYD, 11 & 12, Puerta del Sol

ANTIQUITÉS ET OBJETS D'ART

I. BAUER

ACHAT — VENTE — ÉCHANGE

37, rue des Martyrs — PARIS

• FUTRA — WYROBY FUTRZANE •
REPARACJE — PRZERÓBK

S. BESTER

• 4, rue Richer, 4 — PARIS •

MARCELI BARASZ

88, RUE DAMRÉMONT,
PARIS

wydawnictwo kart pocztowych, bromowych — studjów akademickich; próby wysyła za zaliczeniem.

WIELKIE ZAKŁADY — OGRODNICZE —

(Właściciel: Edm. DENIZOT)

polecają:

WSZELKIE DRZEWĄ OWOCOWE,
OZDOBNE, FORMOWANE, etc.

Cenniki na żądanie darmo i oplatnie

Adres: E. DENIZOT

Grandes Pépinières — MEAUX

(Seine-et-Marne)

FOURRURES & PELLETERIES

E. FISCH

48, rue Grenéta — PARIS

Librairie GARNIER Frères

6, Rue des Saints-Pères, Paris (VII^e)

Słownik Francusko-Polski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32^e 2 fr.

Słownik Polsko-Francuski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32^e 2 fr.

Dwa wymienione słowniki, oprawne w jeden tom, wyczerpane. 4 fr. 50 cent.

Wysyła pocztą za dopłatą 10 o/o.
Do nabycia we wszystkich księgarniach i w Administracji « Polonii ».

LE GÉRANT: P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.